

« Rapport
d'orientations
budgétaires »

Analyse financière

20

23

21 mars 2023



Portes Euréliennes
d'Île-de-France
communauté de communes

RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

1- Une étape essentielle de la procédure budgétaire

Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal.

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Ces dispositions sont applicables aux EPCI qui comprennent une commune d'au moins 3500 habitants et plus.

Le DOB constitue une formalité substantielle destinée à éclairer les élus sur le budget de la collectivité, les informer sur la situation budgétaire, les priorités de la collectivité et les évolutions à venir.

En cas d'absence de DOB toute délibération sur le budget est entachée d'illégalité.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions et notamment le rapport d'orientations budgétaires.

Le contenu du ROB, les modalités de publication et de transmission ont été précisés par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 (ci -contre).

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ajoute :

La présentation de deux objectifs lors du débat annuel d'orientation budgétaire :

- un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur ;

- un objectif d'évolution du besoin de financement annuel (soit les emprunts minorés des remboursements de dette).

2- Le contenu du Rapport d'Orientations Budgétaires

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, et EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant une commune de 3500 habitants le rapport comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

RAPPEL SUR LE DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

La délibération sur le débat d'orientations budgétaires

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante conformément à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport d'orientations budgétaires sur la base duquel se tient le DOB.

La transmission du rapport d'orientations budgétaires et la publicité

Commune → EPCI

Le ROB à l'article est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

EPCI → Communes

Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres **dans un délai de quinze jours** à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

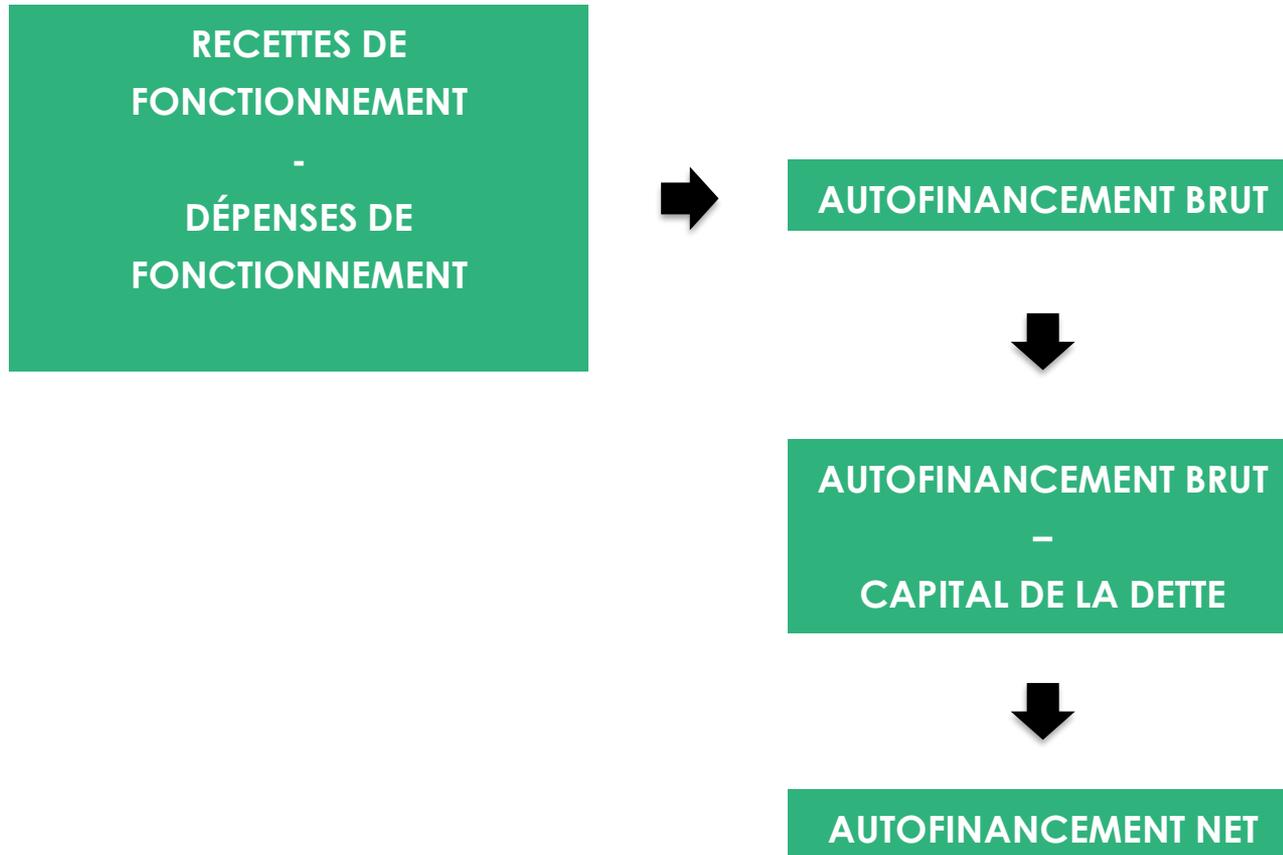
1 - Analyse financière 2019-2022

2 - Les principales mesures de la loi de finances 2023

3 - Analyse prospective 2022-2026

GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne



GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE :

Décomposition de la constitution de l'épargne

FONCTIONNEMENT



L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Elle reflète les capacités à rembourser la dette sans recourir à des ressources exceptionnelles et à autofinancer les investissements.

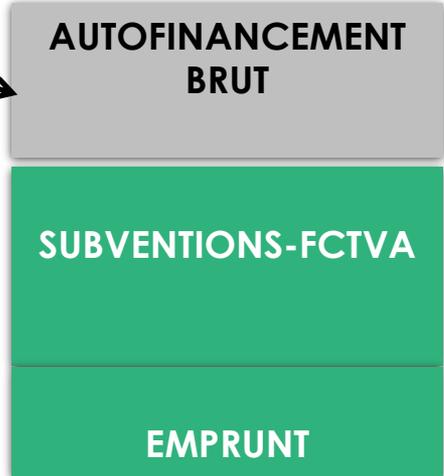


INVESTISSEMENT



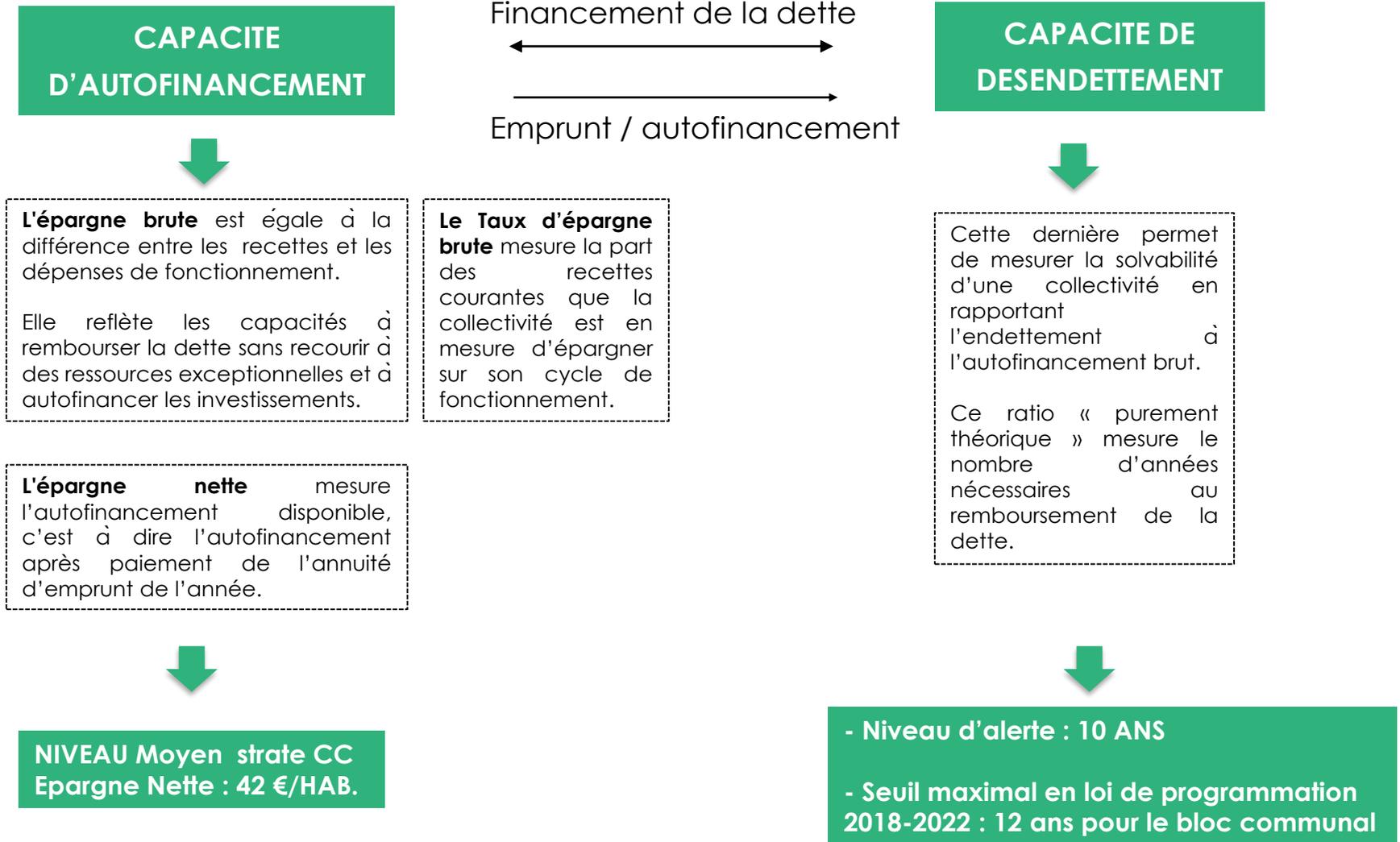
AUTOFINANCEMENT NET

L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible, c'est-à-dire l'autofinancement après paiement de l'annuité d'emprunt de l'année.



GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIERE :

Définie à partir des composantes de l'équilibre financier global, l'analyse financière donne une vision dynamique des marges de manœuvre financières et permet d'en maîtriser l'évolution. Elle s'appuie principalement sur les indicateurs suivants :



CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT



L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Elle reflète les capacités à rembourser la dette sans recourir à des ressources exceptionnelles et à autofinancer les investissements.

L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible, c'est à dire l'autofinancement après paiement de l'annuité d'emprunt de l'année.



NIVEAU Moyen strate CC
Epargne Nette : 42 €/HAB.

Financement de la dette



Emprunt / autofinancement

CAPACITE DE DESENDETTEMENT



Cette dernière permet de mesurer la solvabilité d'une collectivité en rapportant l'endettement à l'autofinancement brut.

Ce ratio « purement théorique » mesure le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette.



- Niveau d'alerte : 10 ANS

- Seuil maximal en loi de programmation 2018-2022 : 12 ans pour le bloc communal

Les épargnes

en milliers d'euros

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 |
|---|--------------|--------------|-------------|--------------|
| BUDGET PRINCIPAL | | | | |
| <i>Dépenses de fonctionnement</i> | | | | |
| - Hors intérêts | 29 012 | 29 617 | 31 226 | 33 859 |
| - Intérêts compris | 29 268 | 29 855 | 31 448 | 34 060 |
| <i>Recettes de fonctionnement</i> | 32 689 | 31 162 | 31 989 | 36 146 |
| CAPACITE COURANTE DE FINANCEMENT | | | | |
| <i>Intérêts</i> | 3 677 | 1 545 | 763 | 2 287 |
| | 256 | 238 | 222 | 200 |
| AUTOFINANCEMENT BRUT © | 2 427 | 1 276 | 307 | 1 825 |
| <i>Capital</i> | 591 | 572 | 583 | 577 |
| AUTOFINANCEMENT NET hors cessions & provisions | 1 836 | 704 | -276 | 1 248 |

La capacité de désendettement (en année)

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Encours au 31/12 | 7 302 | 6 730 | 6 647 | 6 070 |
| Capacité dynamique de désendettement | 3,0 | 5,3 | 21,7 | 3,3 |

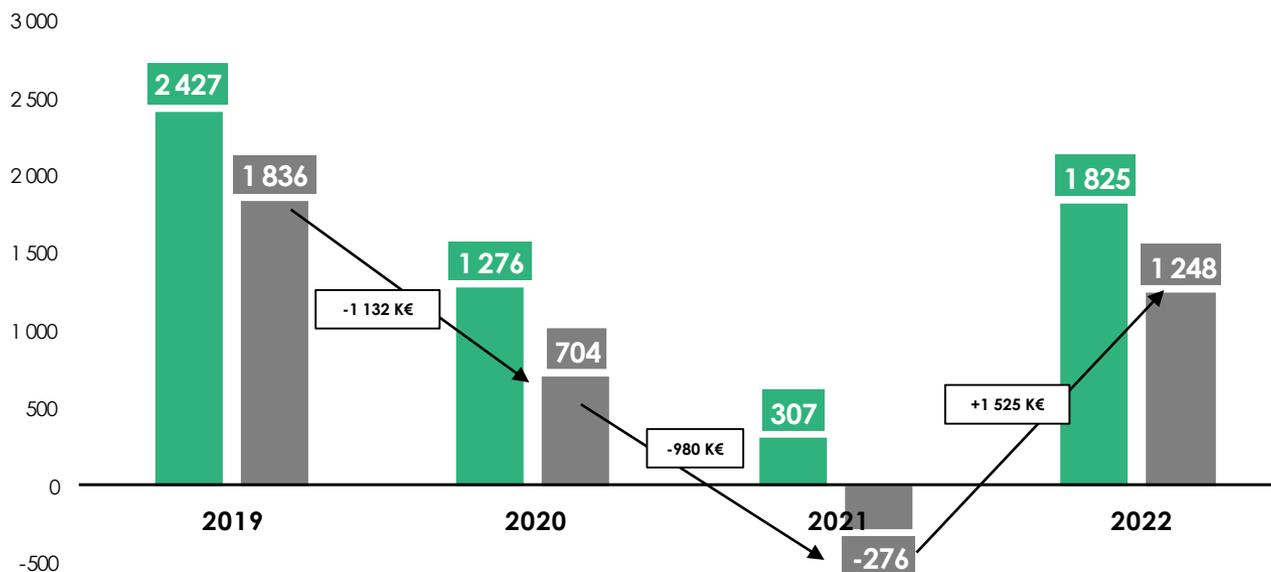
Nous soulignons la nécessité d'évaluer l'autofinancement net sans prendre en considération le produit des cessions d'immobilisations afin d'apprécier la capacité financière du groupement à dégager un autofinancement sans tenir compte de phénomènes exceptionnels.

La CAF nette en 2022 progresse de 1 525 K€ par rapport à 2021 et représente 1 248 K€. Il faut noter l'évolution des charges de fonctionnement de +2 611 K€ et la progression des recettes de fonctionnement de +4 330 K€ (hors produits des cessions d'immobilisations).

La capacité dynamique de désendettement en 2022 est de : 3,3 années pour rembourser le capital de la dette.

ÉPARGNE BRUTE ET NETTE

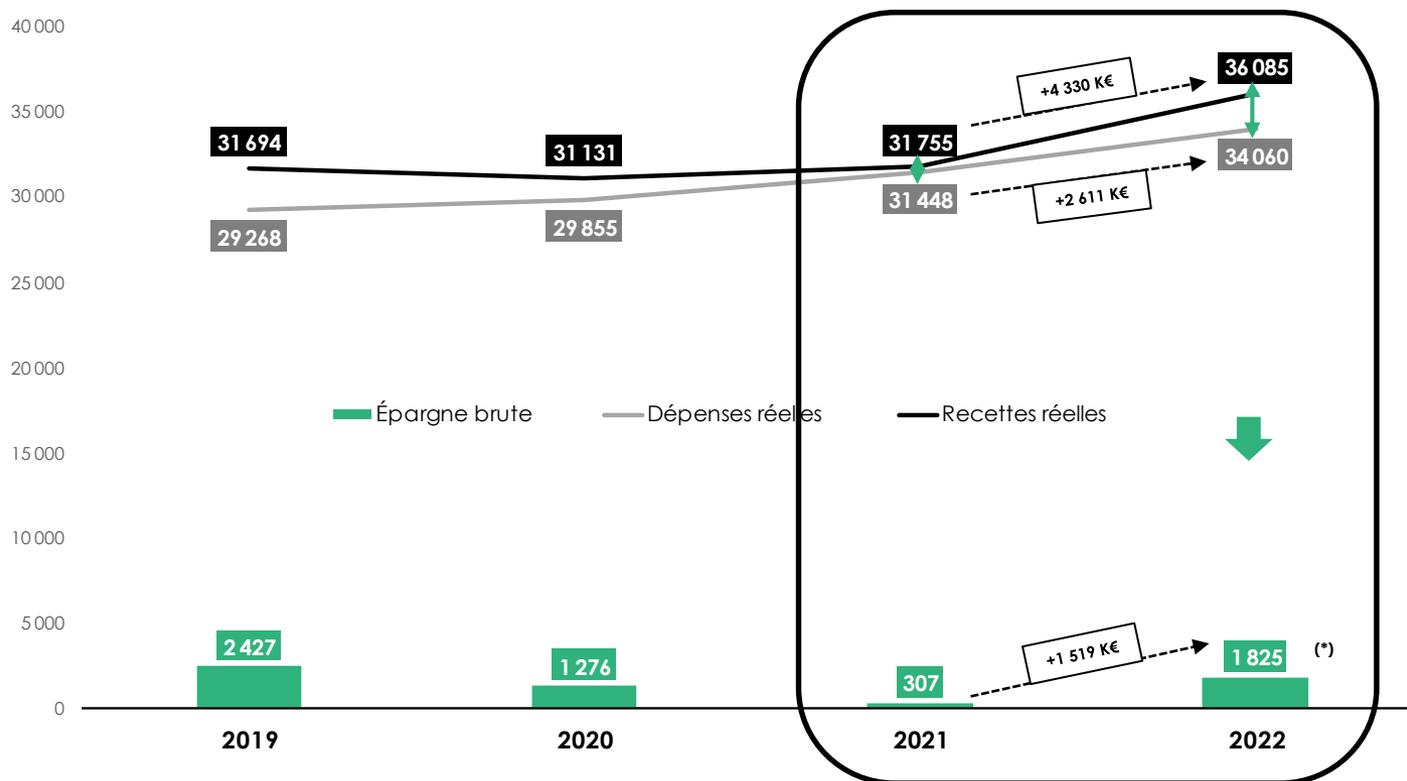
■ Épargne brute ■ Épargne nette



L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible pour le financement des dépenses d'investissement.

L'épargne nette en 2022 progresse de +1 525 K€.

ÉPARGNE BRUTE



(*) La CAF brute n'intègre pas la reprise de la provision de 200 K€.

La dynamique des recettes de fonctionnement plus rapide que celle des charges entraîne une progression de l'épargne brute de +1 519 K€.

en milliers d'euros

| | CA | CA | CA | CA | EVOLUTION 2022 / 2021 | | EVOLUTION 2022 / 2019 | |
|---|--------|--------|--------|--------|-----------------------|--------|-----------------------|--------------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | en valeur | en % | en valeur | moy. annuelle en % |
| 011 - Charges à caractère général | 6 078 | 6 585 | 7 412 | 7 810 | 398 | 5,4% | 1 732 | 8,7% |
| achats de prestations de services-6042 | 399 | 210 | 263 | 334 | 70 | 26,8% | -66 | -5,8% |
| eau et assainissement-60611 | 55 | 67 | 47 | 49 | 2 | 4,5% | -5 | -3,4% |
| énergie-électricité-60612 | 152 | 143 | 155 | 215 | 60 | 39,1% | 63 | 12,3% |
| chauffage urbain-60613 | 46 | 38 | 60 | 153 | 92 | | 107 | 49,5% |
| alimentation-60623 | 380 | 245 | 345 | 410 | 65 | 18,9% | 30 | 2,6% |
| autres fournitures non stockées-60628 | 33 | 191 | 37 | 18 | -19 | -51,8% | -15 | -18,6% |
| fournitures de petit équipement-60632 | 51 | 46 | 75 | 70 | -5 | -6,7% | 19 | 11,2% |
| autres matières et fournitures-6068 | 49 | 31 | 44 | 38 | -6 | -13,0% | -11 | -8,3% |
| contrats, prestations de services-611 | 1 950 | 2 866 | 2 364 | 1 720 | -644 | -27,3% | -231 | -4,1% |
| crédit-bail immobilier-6125 | 204 | 201 | 204 | 204 | 0 | 0,0% | -1 | -0,1% |
| locations immobilières-6132 | 55 | 67 | 55 | 62 | 7 | 13,5% | 8 | 4,5% |
| locations mobilières-6135 | 102 | 94 | 115 | 123 | 8 | 6,7% | 21 | 6,4% |
| terrains-61521 | 94 | 188 | 246 | 233 | -13 | -5,3% | 140 | 35,5% |
| bâtiments publics-615221 | 8 | 75 | 242 | 76 | -166 | -68,7% | 67 | |
| autres bâtiments-615228 | 104 | 103 | 122 | 17 | -105 | -85,8% | -87 | -45,0% |
| réseaux-615232 | 39 | 45 | 52 | 28 | -24 | -46,0% | -11 | -10,0% |
| maintenance-6156 | 116 | 124 | 115 | 145 | 30 | 26,2% | 30 | 7,9% |
| multirisques-6161 | 23 | 28 | 25 | 35 | 11 | 42,7% | 13 | 16,1% |
| études et recherches-617 | 51 | 21 | 53 | 142 | 90 | | 91 | 40,5% |
| versements à des organismes de formation-6184 | 52 | 34 | 32 | 69 | 36 | | 16 | 9,4% |
| transports collectifs-6247 | 618 | 506 | 517 | 559 | 42 | 8,1% | -59 | -3,3% |
| concours divers-6281 | 92 | 98 | 117 | 136 | 19 | 16,3% | 44 | 13,9% |
| frais de nettoyage des locaux-6283 | 94 | 74 | 190 | 237 | 47 | 24,8% | 143 | 36,2% |
| remb. de frais aux communes membres du GFP-62875 | 231 | 394 | 236 | 320 | 84 | 35,8% | 89 | 11,5% |
| remb. de frais à d'autres organismes-62878 | 18 | 25 | 16 | 46 | 30 | | 28 | 37,3% |
| autres services extérieurs-6288 | 543 | 222 | 1 156 | 1 824 | 668 | 57,8% | 1 281 | 49,8% |
| 012 - Personnel | 6 696 | 7 098 | 7 517 | 9 091 | 1 574 | 20,9% | 2 395 | 10,7% |
| personnel affecté par la commune membre du GFP-6217 | 148 | 172 | 122 | 454 | 332 | | 305 | 45,2% |
| autre personnel extérieur-6218 | 191 | 124 | 131 | 176 | 45 | 34,7% | -15 | -2,6% |
| rémunération principale titulaires-64111 | 2 664 | 2 833 | 2 939 | 3 417 | 478 | 16,3% | 752 | 8,6% |
| personnel non titulaire-64131 | 1 030 | 1 140 | 1 341 | 1 373 | 31 | 2,3% | 343 | 10,0% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 3 826 | 3 529 | 3 805 | 5 676 | 1 871 | 49,2% | 1 850 | 14,1% |
| service d'incendie-6553 | 0 | 0 | 0 | 1 596 | 1 596 | | | |
| autres contributions-65548 | 260 | 276 | 238 | 1 960 | 1 722 | | 1 700 | 96,0% |
| autres contributions obligatoires-6558 | 1 270 | 953 | 1 271 | 7 | -1 264 | -99,4% | -1 263 | -82,3% |
| subventions de fonctionnement aux associations-6574 | 1 961 | 1 932 | 1 939 | 1 680 | -260 | -13,4% | -281 | -5,0% |
| 014 - Atténuations de produits | 12 387 | 12 387 | 12 485 | 10 969 | -1 516 | -12,1% | -1 418 | -4,0% |
| autres reversements sur autres impôts locaux-73918 | 1 732 | 1 621 | 1 711 | 1 770 | 59 | 3,5% | 38 | 0,7% |
| attribution de compensation-739211 | 10 353 | 10 428 | 10 428 | 8 898 | -1 530 | -14,7% | -1 455 | -4,9% |
| dotation de solidarité communautaire-739212 | 106 | 106 | 200 | 200 | 0 | | 94 | 23,7% |
| FPIC-739223 | 196 | 233 | 131 | 101 | -29 | -22,4% | -95 | -19,8% |
| 66 - Charges financières | 256 | 238 | 222 | 200 | -22 | -10,0% | -56 | -7,9% |
| intérêts des emprunts-6611 | 256 | 238 | 222 | 200 | -22 | -10,0% | -56 | -7,9% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 25 | 18 | 6 | 313 | 307 | | 288 | |
| titres annulés (sur exercices antérieurs)-673 | 8 | 17 | 6 | 45 | 39 | | 37 | |
| subventions aux personnes de droit privé-6745 | 0 | 0 | 0 | 228 | 228 | | 228 | |
| TOTAL DEPENSES REELLES | 29 268 | 29 855 | 31 448 | 34 060 | 2 611 | 8,3% | 4 792 | 5,2% |
| DEPENSES REELLES SAUF INTERETS | 29 012 | 29 617 | 31 226 | 33 859 | 2 634 | 8,4% | 4 848 | 5,3% |

Poids de l'énergie en 2022 :

- 2,8% du chapitre 011
- 0,6% des dépenses réelles totales

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de +8,3% entre 2021 et 2022.
L'évolution des dépenses en 2022 repose principalement sur :

- **la progression** des autres charges de gestion courante (+1 871 K€) sous l'effet du reversement de la contribution au SDIS (1 596 K€), des charges de personnel (+1 574 K€), des charges à caractère général (+398 K€) et des charges exceptionnelles (+307 K€),
- **la diminution** des atténuations de produits (-1 516 K€) avec la baisse de l'attribution de compensation (compétence SDIS).

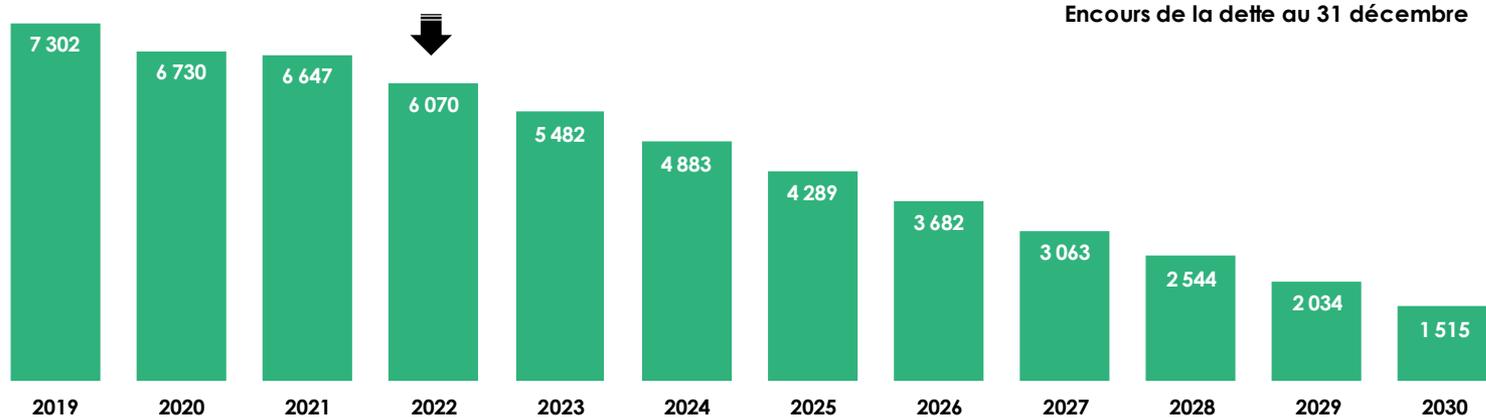
En structure, les atténuations de produits qui intègrent l'attribution de compensation pour 8 898 K€ représentent la première dépense en 2022 avec 32,2% des dépenses réelles totales, devant les charges de personnel avec 26,7%.

Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2022

| | |
|---|---------------|
| 011 - Charges à caractère général | 22,9% |
| 012 - Personnel | 26,7% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 16,7% |
| 66 - Charges financières | 0,6% |
| 014 - Atténuations de produits | 32,2% |
| 67 - Charges exceptionnelles | 0,9% |
| Total | 100,0% |

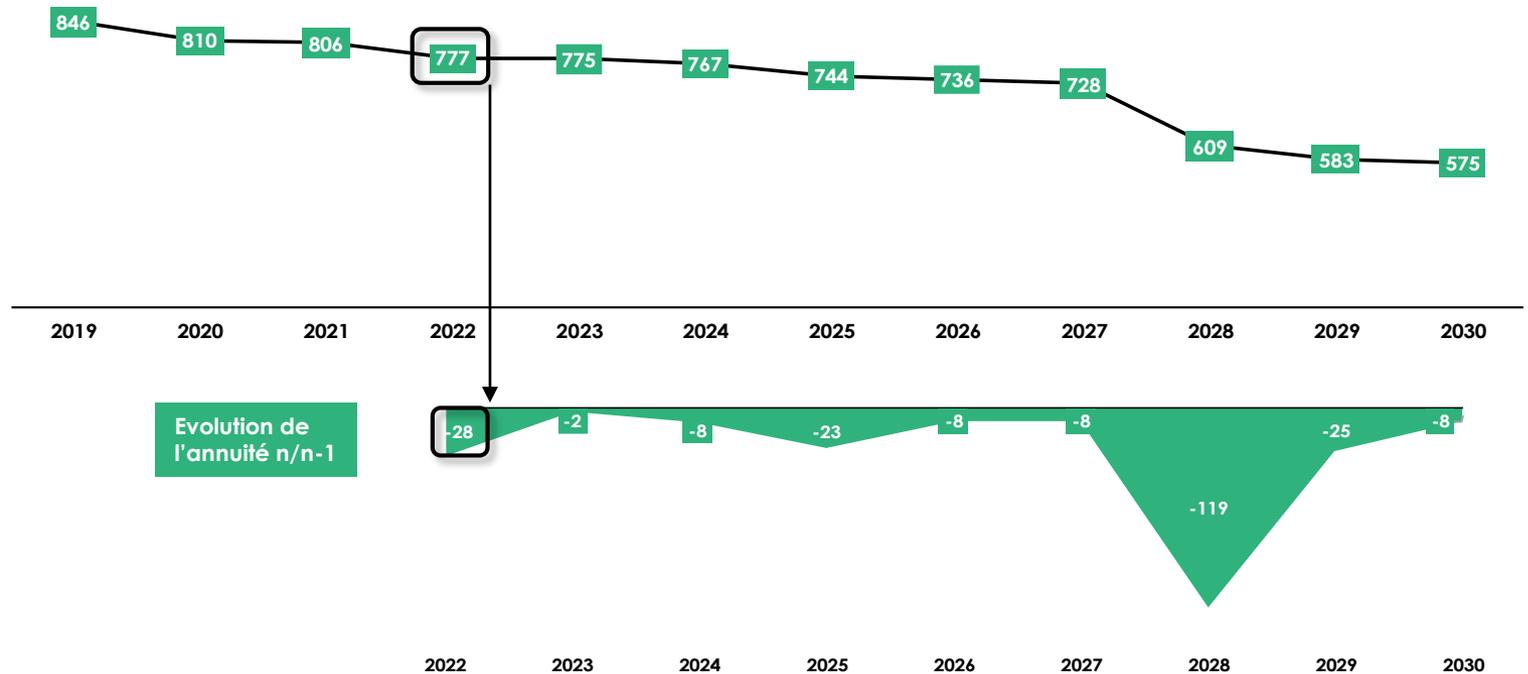
LA DETTE

L' ENDETTEMENT en stock [en K€]



Budget principal

L' ENDETTEMENT en flux [en K€]



Budget principal

Evolution de
l'annuité n/n-1

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

en milliers d'euros

| | CA | CA | CA | CA | EVOLUTION 2022 / 2021 | | EVOLUTION 2022 / 2019 | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|------|-----------------------|--------------------|--------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | en valeur | en % | en valeur | moy. annuelle en % | |
| 70 - Produits des services | 2 652 | 2 265 | 2 748 | 3 060 | 311 | | 11,3% | 407 | 4,9% |
| redevances et droits des services à caractère sportif-70631 | 33 | 19 | 21 | 34 | 13 | | 62,2% | 1 | 0,8% |
| redevances et droits à caractère social-7066 | 1 278 | 820 | 1 028 | 1 242 | 214 | ▲ | 20,8% | -36 | -0,9% |
| redevances et droits des services périscolaires-7067 | 520 | 330 | 504 | 507 | 3 | | 0,6% | -13 | -0,8% |
| mise à disposition de personnel aux budgets annexes-70841 | 75 | 298 | 468 | 487 | 19 | | 4,0% | 412 | 86,8% |
| mise à disposition de personnel aux communes du GFP-70845 | 221 | 232 | 196 | 227 | 31 | | 16,1% | 6 | 0,9% |
| mise à disposition de personnel aux autres organismes-70848 | 396 | 386 | 384 | 363 | -22 | | -5,6% | -33 | -2,8% |
| remboursements de frais par d'autres redevables-70878 | 17 | 86 | 73 | 124 | 50 | ▲ | 68,9% | 106 | 92,4% |
| 73 - Impôts et taxes | 21 558 | 21 389 | 19 429 | 22 905 | 3 477 | | 17,9% | 1 347 | 2,0% |
| impôts directs locaux-73111 | 10 930 | 11 031 | 4 315 | 5 842 | 1 527 | ▲ | 35,4% | -5 088 | -18,8% |
| CVAE-73112 | 3 079 | 3 190 | 2 581 | 2 927 | 346 | ▲ | 13,4% | -152 | -1,7% |
| TASCOM-73113 | 568 | 593 | 647 | 671 | 24 | | 3,7% | 103 | 5,7% |
| IFER-73114 | 266 | 269 | 284 | 314 | 30 | | 10,7% | 48 | 5,7% |
| autres impôts locaux ou assimilés-7318 | 403 | 27 | 65 | 8 | -57 | | -87,3% | -394 | -72,7% |
| attribution de compensation-73211 | 70 | 43 | 43 | 169 | 126 | | | 99 | 34,0% |
| FNGIR-73221 | 191 | 191 | 191 | 191 | 0 | | | 0 | |
| taxe d'enlèvement des ordures ménagères-7331 | 6 026 | 6 014 | 6 152 | 6 397 | 245 | ▲ | 4,0% | 371 | 2,0% |
| versement mobilité-7342 | 0 | 0 | 0 | 215 | 215 | ▲ | | | |
| taxe pour la GEMAPI-7346 | 0 | 0 | 0 | 507 | 507 | ▲ | | | |
| taxe de séjour-7362 | 25 | 31 | 48 | 64 | 16 | | 33,9% | 39 | 36,9% |
| fraction de TVA-7382 | | | 5 102 | 5 599 | 497 | ▲ | 9,7% | | |
| 74 - Dotations et participations | 7 043 | 7 075 | 9 189 | 9 199 | 10 | | 0,1% | 2 156 | 9,3% |
| dotation d'intercommunalité-74124 | 531 | 584 | 644 | 659 | 15 | | 2,4% | 128 | 7,4% |
| dotation de compensation-74126 | 2 396 | 2 352 | 2 306 | 2 255 | -51 | | -2,2% | -141 | -2,0% |
| FCTVA-744 | 2 | 0,3 | 26 | 20 | -7 | | -25,0% | 18 | |
| DGD-7461 | 91 | 60 | 44 | 75 | 32 | | 72,3% | -16 | -6,3% |
| région-7472 | 373 | 389 | 362 | 364 | 2 | | 0,5% | -9 | -0,8% |
| autres groupements-74758 | 767 | 865 | 887 | 1 103 | 216 | ▲ | 24,4% | 337 | 12,9% |
| autres organismes-7478 | 1 831 | 1 729 | 1 934 | 1 787 | -147 | ▼ | -7,6% | -44 | -0,8% |
| DCRTP-748313 | 711 | 707 | 707 | 707 | 0 | | 0,0% | -4 | -0,2% |
| compensation CET (CVAE et CFE)-74833 | 0 | 65 | 2 017 | 2 081 | 63 | | 3,1% | | |
| compensation taxes foncières-74834 | | | 23 | 23 | 1 | | 3,5% | | |
| autres attributions et participations-7488 | 45 | 53 | 219 | 107 | -113 | ▼ | -51,3% | 62 | 33,3% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 251 | 202 | 198 | 225 | 27 | | 13,5% | -26 | -3,6% |
| revenus des immeubles-752 | 162 | 164 | 163 | 128 | -35 | | -21,2% | -33 | -7,4% |
| autres produits divers de gestion courante-7588 | 49 | 38 | 35 | 87 | 51 | | | 38 | 21,0% |
| 013 - Atténuations de charges | 147 | 145 | 175 | 272 | 97 | | 55,4% | 124 | 22,6% |
| 76 - Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | |
| 77 - Produits exceptionnels | 1 037 | 86 | 250 | 285 | 36 | | 14,3% | -752 | -35,0% |
| autres produits exceptionnels sur opérations de gestion-7718 | 1 | 2 | 0 | 71 | 71 | | | 70 | |
| produits de cessions d'immobilisations-775 | 994 | 31 | 234 | 61 | -173 | | -73,9% | -933 | -60,5% |
| produits exceptionnels divers-7788 | 7 | 44 | 10 | 147 | 137 | | | 140 | |
| 78 - Reprises sur amortissements et provisions | 0 | 0 | 0 | 200 | 200 | | | 200 | |
| TOTAL RECETTES REELLES | 32 689 | 31 162 | 31 989 | 36 146 | 4 157 | | 13,0% | 3 457 | 3,4% |
| TOTAL RECETTES REELLES hors produits des cessions d'immobilisations | 31 694 | 31 131 | 31 755 | 36 085 | 4 330 | | 13,6% | 4 391 | 4,4% |

Les recettes réelles de fonctionnement progressent de +13,6% entre 2021 et 2022 hors produits des cessions d'immobilisations.

La dynamique des ressources en 2022 s'explique principalement par la progression :

- des impôts et taxes de +3 477 K€ avec les effets : du renforcement du taux de foncier bâti, de la mise en œuvre de la taxe GEMAPI et du versement mobilité, de l'actualisation de 9,7% de la fraction de TVA, de la progression de la TEOM et de la CVAE,
- des produits des services de +311 K€,
- une reprise de provisions pour 200 K€,
- des atténuations de charges de +97 K€.

Rapportées aux recettes totales, la fiscalité directe représente en 2022 : 16,2%, la fraction de TVA : 15,5%, la CVAE : 8,1%, la dotation de compensation : 6,2%, les nouvelles compensations fiscales : 5,8%, et la DGF : 1,8%.

Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2022

| | |
|--|--------|
| 70 - Produits des services | 8,5% |
| 73 - Impôts et taxes | 63,4% |
| 74 - Dotations et participations | 25,4% |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 0,6% |
| 013 - Atténuations de charges | 0,8% |
| 76 - Produits financiers | 0,0% |
| 77 - Produits exceptionnels | 0,8% |
| 78 - Reprises sur amort. et provisions | 0,6% |
| Total | 100,0% |

Les bases d'imposition

(en milliers d'euros)

en milliers d'euros

| | LES BASES | | | |
|--------------------------------|-----------|--------|---------------------------------------|--------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| | | | uniquement les résidences secondaires | |
| Taxe d'habitation | 56 287 | 57 312 | 4 290 | 4 410 |
| <i>Evolution en K€</i> | 1 272 | 1 025 | -53 022 | 120 |
| <i>Evolution globale n/n-1</i> | + 2,3% | + 1,8% | - 92,5% | + 2,8% |
| Foncier bâti | 49 607 | 49 989 | 44 755 | 46 871 |
| dont : | | | | |
| ménages | n.d. | 68% | 77% | 76% |
| entreprises et commerces | n.d. | 32% | 23% | 24% |
| <i>Evolution en K€</i> | 1 272 | 382 | -5 234 | 2 116 |
| <i>Evolution globale n/n-1</i> | + 2,6% | + 0,8% | - 10,5% | + 4,7% |
| Foncier non bâti | 3 167 | 3 202 | 3 213 | 3 321 |
| <i>Evolution globale n/n-1</i> | + 2,3% | + 1,1% | + 0,4% | + 3,3% |
| CFE | 22 123 | 22 133 | 14 549 | 14 921 |
| <i>Evolution en K€</i> | 1 439 | 10 | -7 584 | 372 |
| <i>Evolution globale n/n-1</i> | + 7,0% | + 0,0% | - 34,3% | + 2,6% |

impact réforme

Attribution en 2021 d'une fraction de TVA en remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Les bases ci-contre correspondent à partir de 2021 à celles des résidences secondaires et autres logements.

Il faut relever en 2021 les effets de la réduction de moitié des bases des entreprises industrielles applicables au foncier bâti et à la CFE qui entraîne un repli des bases très important par rapport à 2020.

L'évolution entre 2021 et 2022 a été de :

- Foncier bâti : +4,7%
- CFE : +2,6%

(*) L'évolution globale intègre la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières.

Le coefficient de revalorisation était de 2,16% en 2019.

Pour la taxe d'habitation, le coefficient en 2020 a été fixé à 0,9% et à 1,2% pour le foncier bâti.

La revalorisation des bases a été de 0,2% en 2021 et de 3,4% en 2022.

LES TAUX

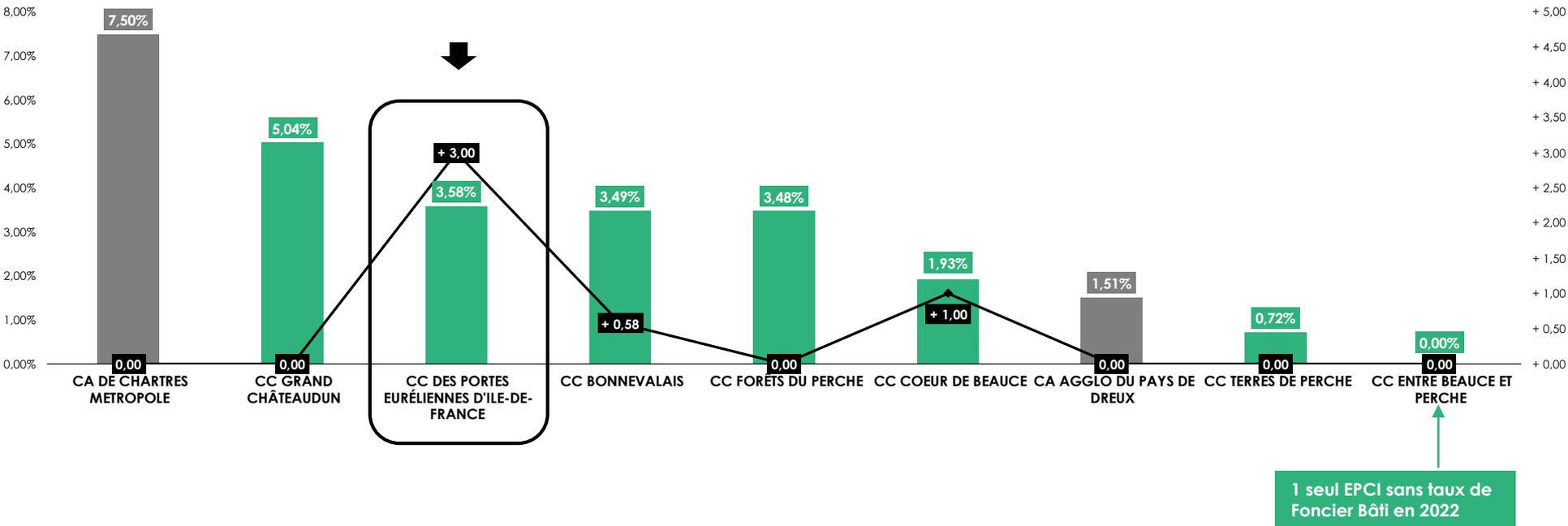
| | LESTAUX | | | |
|-------------------|---------|--------|--------|--------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Taxe d'habitation | 9,16% | 9,16% | 9,16% | 9,16% |
| Foncier bâti | 0,58% | 0,58% | 0,58% | 3,58% |
| Foncier non bâti | 1,76% | 1,76% | 1,76% | 1,76% |
| CFE | 24,07% | 24,07% | 24,07% | 24,07% |

Renforcement du taux de foncier bâti de 3 points en 2022.

LES TAUX DE FONCIER BÂTI DES EPCI À FPU DE L'EURE-ET-LOIR EN 2022

- Communauté de communes
- Communauté d'agglomération et métropole

Variation en points de fiscalité 2022/2021

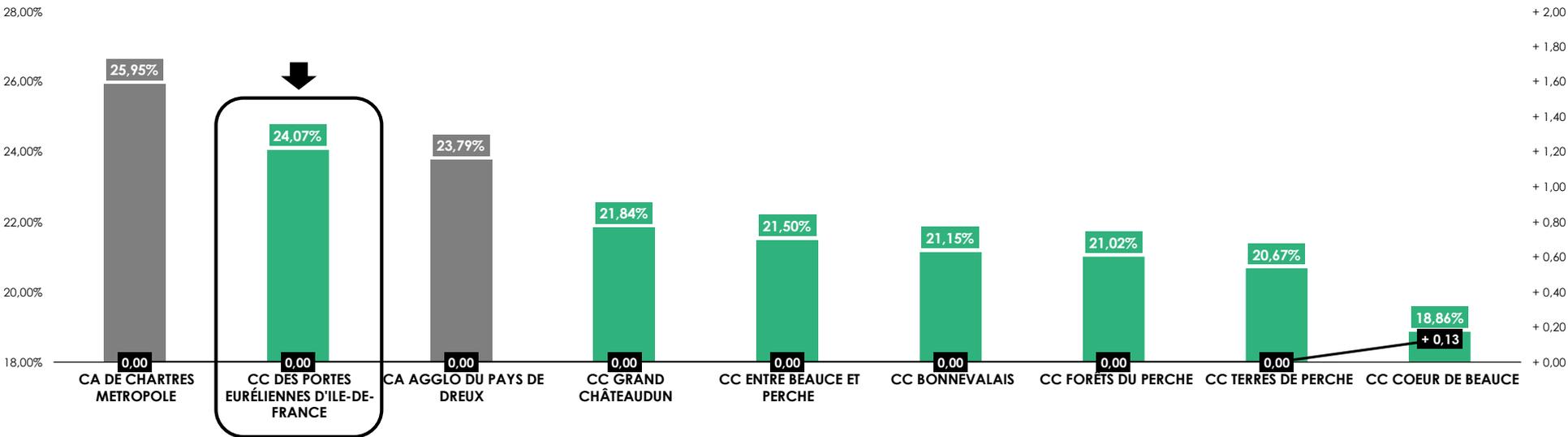


(*) CC DU PERCHE : données indisponibles

LES TAUX DE CFE DES EPCI À FPU DE L'EURE-ET-LOIR EN 2022

- Communauté de communes
- Communauté d'agglomération et métropole

Variation en points de fiscalité 2022/2021



(*) CC DU PERCHE : données indisponibles

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Evolution 2022/ 2021 | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| | | | | | en € | en % |
| Cotisation foncière des entreprises | 5 319 930 | 5 327 368 | 3 499 239 | 3 589 886 | 90 647 | + 2,6% |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 3 078 841 | 3 189 808 | 2 581 340 | 2 927 305 | 345 965 | + 13,4% |
| IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RÉSEAUX | 266 045 | 268 841 | 283 962 | 314 330 | 30 368 | + 10,7% |
| TASCOM | 568 134 | 593 377 | 646 844 | 670 701 | 23 857 | + 3,7% |
| TAXE HABITATION FONCIER BÂTI | 5 155 950 | 5 249 854 | 0 | 0 | 1 417 084 | |
| FONCIER NON BÂTI | 289 717 | 291 308 | 261 126 | 1 678 210 | 1 972 | + 3,5% |
| TAXE GEMAPI | | | | 506 849 | 506 849 | |
| VERSEMENT MOBILITÉ | | | | 215 080 | 215 080 | |
| TRANSFERT DU FNB- RÉGION ET DÉPARTEMENT | 101 589 | 102 148 | 104 004 | 107 225 | 3 221 | + 3,1% |
| Fraction de TVA | | | 5 102 311 | 5 599 106 | 496 795 | + 9,7% |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | | | 393 111 | 404 100 | 10 989 | + 2,8% |
| 1 - SOUS-TOTAL RECETTES FISCALES | 14 835 952 | 15 079 047 | 12 928 470 | 16 071 297 | 3 142 827 | + 24,3% |
| Evolution n/ n-1 en valeurs | 534 355 | 243 095 | -2 150 577 | 3 142 827 | | |
| Evolution n/ n-1 en % | + 3,7% | + 1,6% | - 14,3% | + 24,3% | | |
| Taxe d'habitation Foncier bâti | 219 031 | 236 347 | 0 | 0 | 793 | + 3,5% |
| Cotisation foncière des entreprises | 64 482 | 64 393 | 201 364 | 2 080 608 | 63 244 | + 3,1% |
| 2 - SOUS-TOTAL COMPENSATIONS FISCALES | 283 591 | 300 825 | 2 039 963 | 2 104 000 | 64 037 | + 3,1% |
| Evolution n/ n-1 en valeurs | 81 858 | 17 234 | 1 739 138 | 64 037 | | |
| Evolution n/ n-1 en % | + 40,6% | + 6,1% | + 578,1% | + 3,1% | | |
| 3 - TOTAL RECETTES & COMPENSATION FISCALES | 15 119 543 | 15 379 872 | 14 968 433 | 18 175 297 | 3 206 864 | + 21,4% |
| Evolution n/ n-1 en valeurs | 616 213 | 260 329 | -411 439 | 3 206 864 | | |
| Evolution n/ n-1 en % | + 4,2% | + 1,7% | - 2,7% | + 21,4% | | |

Les principaux facteurs de l'évolution des recettes fiscales 2022 :

1 - L'effet du renforcement du taux de foncier bâti de 0,58 à 3,58%.

2 - La mise en œuvre de la taxe GEMAPI et du versement mobilité.

3 - La première revalorisation de la fraction de TVA qui sert à compenser la suppression de la taxe d'habitation (produit fiscal et compensation) qui était annoncée à +5,5% mais finalement enregistre une progression de 9,7% en fin d'année 2022.

4 - La dynamique de la CVAE de 13,4%.

5 - La progression de la CFE de 2,6%.

2 - ANALYSE DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2022

REFORME

| ELEMENTS DE CALCUL | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Evolution 2022/ 2021 | |
|---|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------|
| | | | | | en valeur | en% |
| Population DGF | 50 578 | 50 558 | 50 637 | 50 619 | -18 | 0,0% |
| Coefficient d'intégration fiscale | 26,08% | 31,48% | 31,92% | 31,09% | 0 | -2,6% |
| Coefficient d'intégration fiscale moyen | 37,29% | 38,10% | 38,84% | 38,96% | 0 | 0,3% |

| LES RESULTATS <i>en euros</i> | 2019 | 2019 | 2021 | 2022 | Evolution 2022/ 2021 | |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|-------------|
| | | | | | en valeur | en% |
| Dotation de base | 193 799 | 242 342 | 241 204 | 231 552 | -9 652 | -4,0% |
| Dotation de péréquation | 337 699 | 418 874 | 431 780 | 427 615 | -4 165 | -1,0% |
| Bonification | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Garantie | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Plafonnement | 0 | -76 799 | -29 121 | 0 | 29 121 | |
| Dotation après prélèvement | 531 498 | 584 417 | 643 863 | 659 168 | 15 305 | 2,4% |

| | | | | | | |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| DGF en euros par habitant | 10,51 | 11,56 | 12,72 | 13,02 | 0,31 | 2,4% |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|------|------|

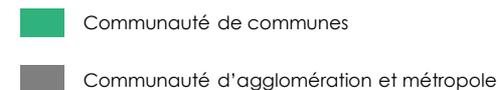
La réforme du calcul de la dotation en 2019 entraîne une très forte modification de l'architecture de la DGF avec la suppression de la dotation de bonification.

Le prélèvement pour le redressement des finances publiques n'est plus déduit après le calcul de la dotation à partir de 2019.

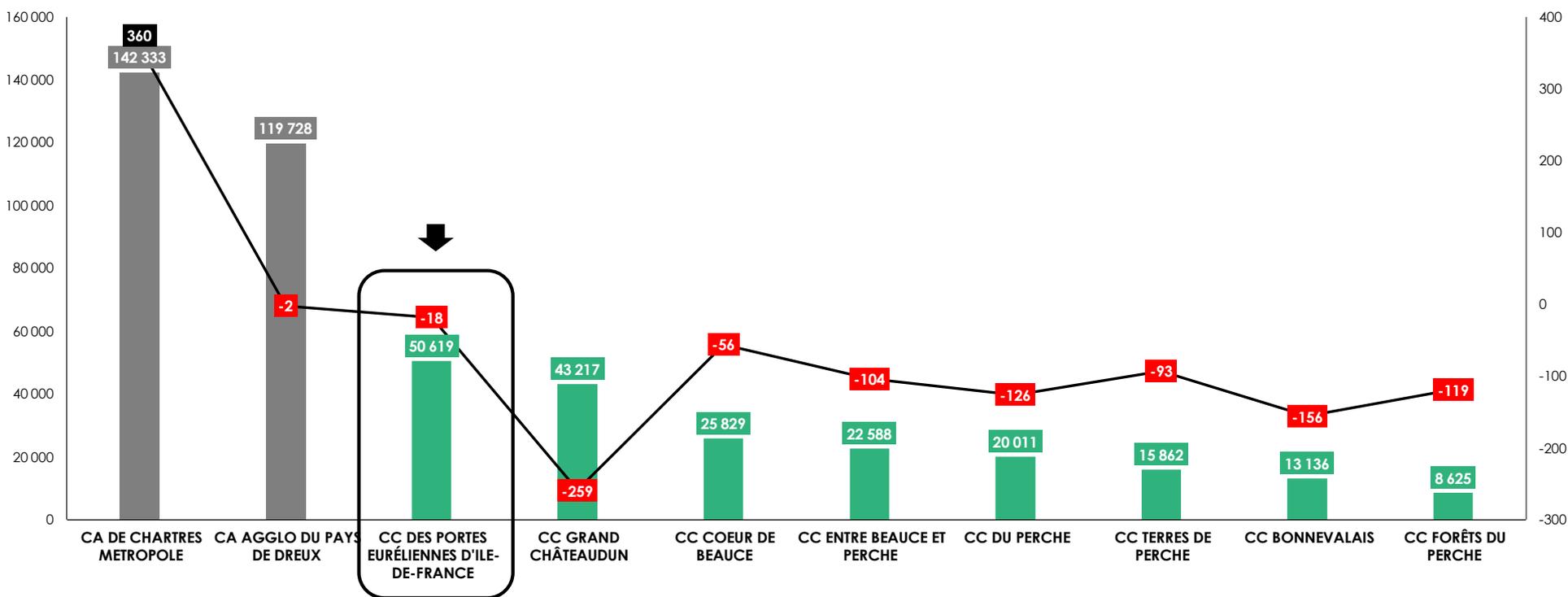
Les caractéristiques de l'exercice 2022 :

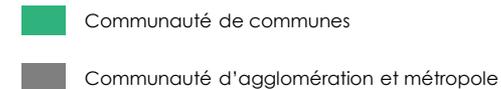
- 1- Le CIF diminue faiblement et reste inférieur à la moyenne nationale
- 2- Le montant de la dotation augmente de +2,4% par rapport à 2021.
- 3- L'année 2022 confirme une dynamique de la dotation favorable pour la communauté avec la réforme instaurée par la loi de finances pour 2019 malgré un niveau de CIF limité.

POPULATION DGF DES EPCI DE L'EURE-ET-LOIR ET ÉVOLUTION 2022/2021

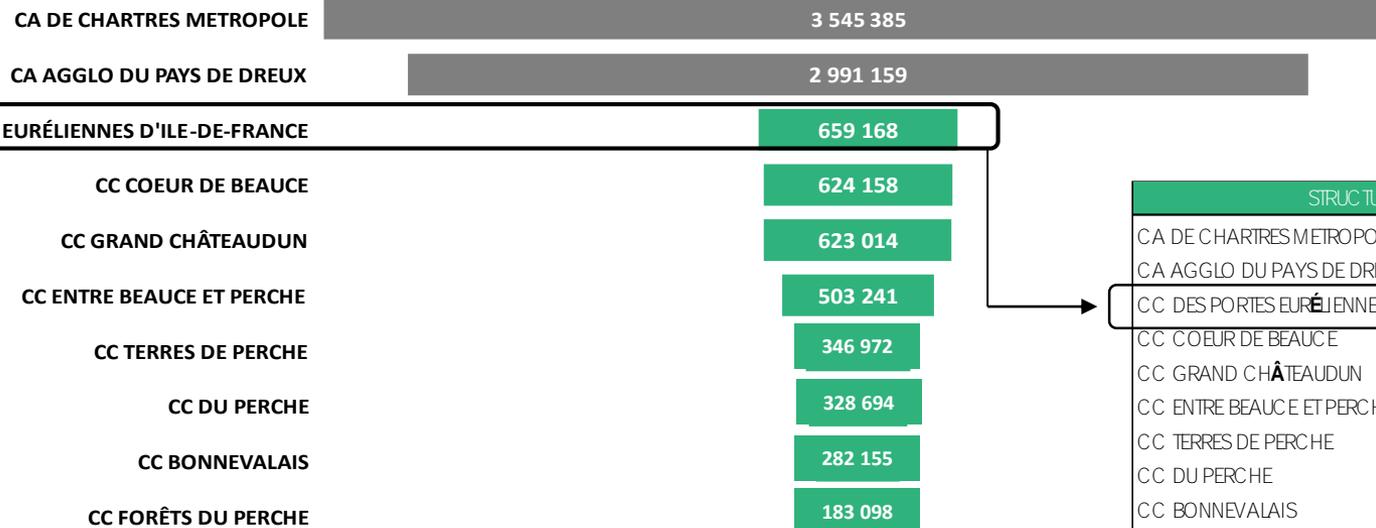


Évolution de la population 2022/2021

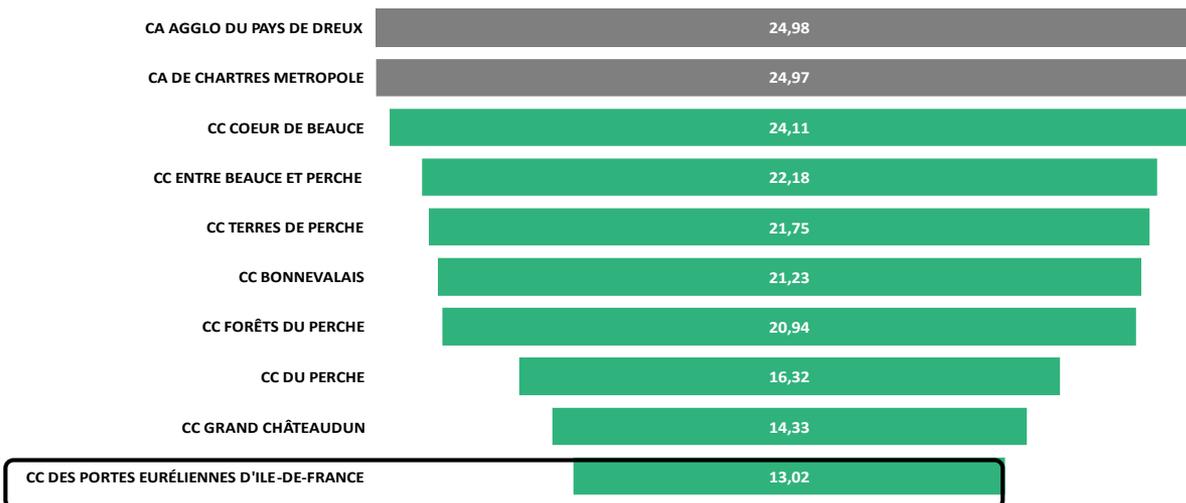




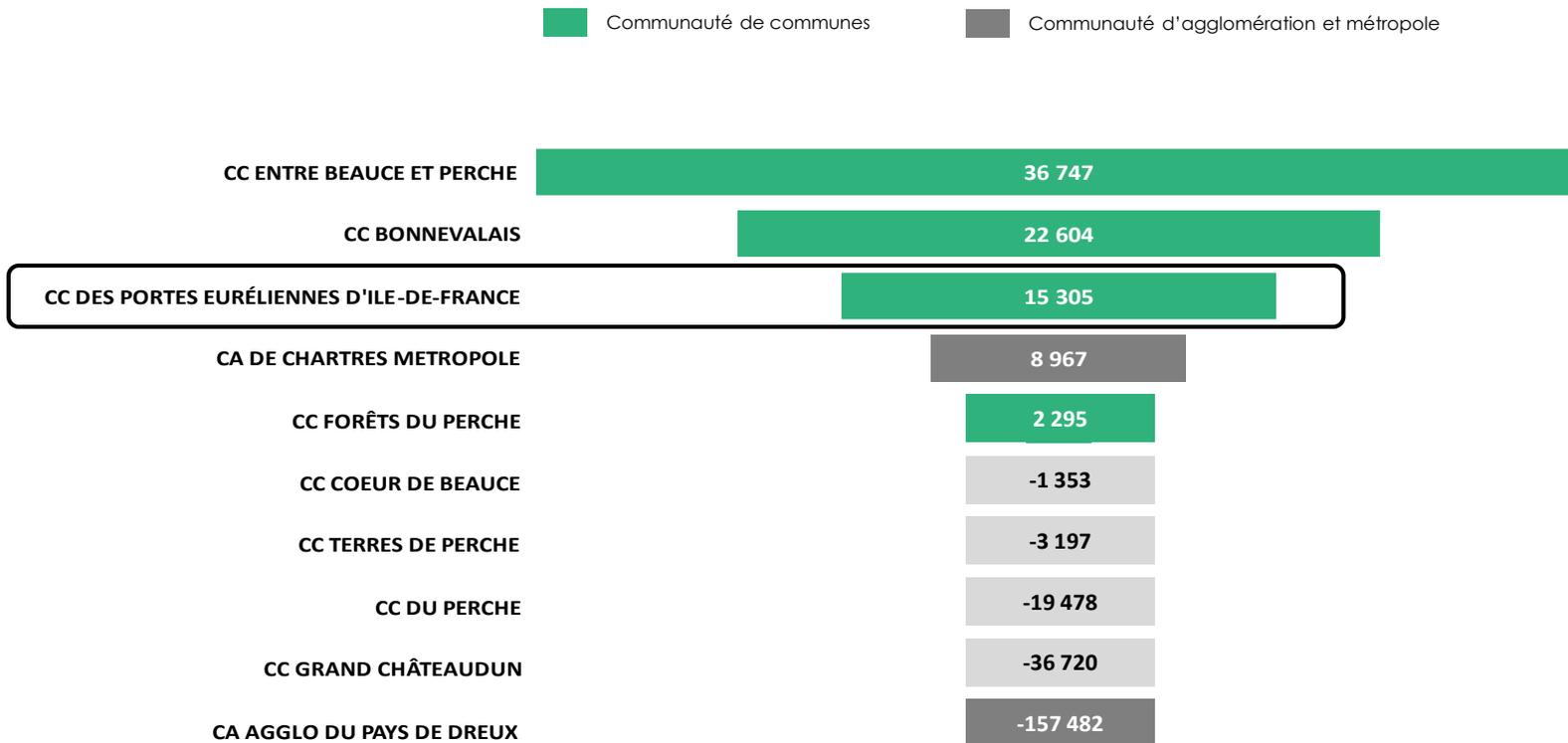
en euros



| STRUCTURES | RANG |
|--|----------|
| CA DE CHARTRES METROPOLE | 1 |
| CA AGGLO DU PAYS DE DREUX | 2 |
| CC DES PORTES EURÉLIENNES D'ILE-DE-FRANCE | 3 |
| CC COEUR DE BEAUCE | 4 |
| CC GRAND CHÂTEAUDUN | 5 |
| CC ENTRE BEAUCE ET PERCHE | 6 |
| CC TERRES DE PERCHE | 7 |
| CC DU PERCHE | 8 |
| CC BONNEVALAIS | 9 |
| CC FORÊTS DU PERCHE | 10 |



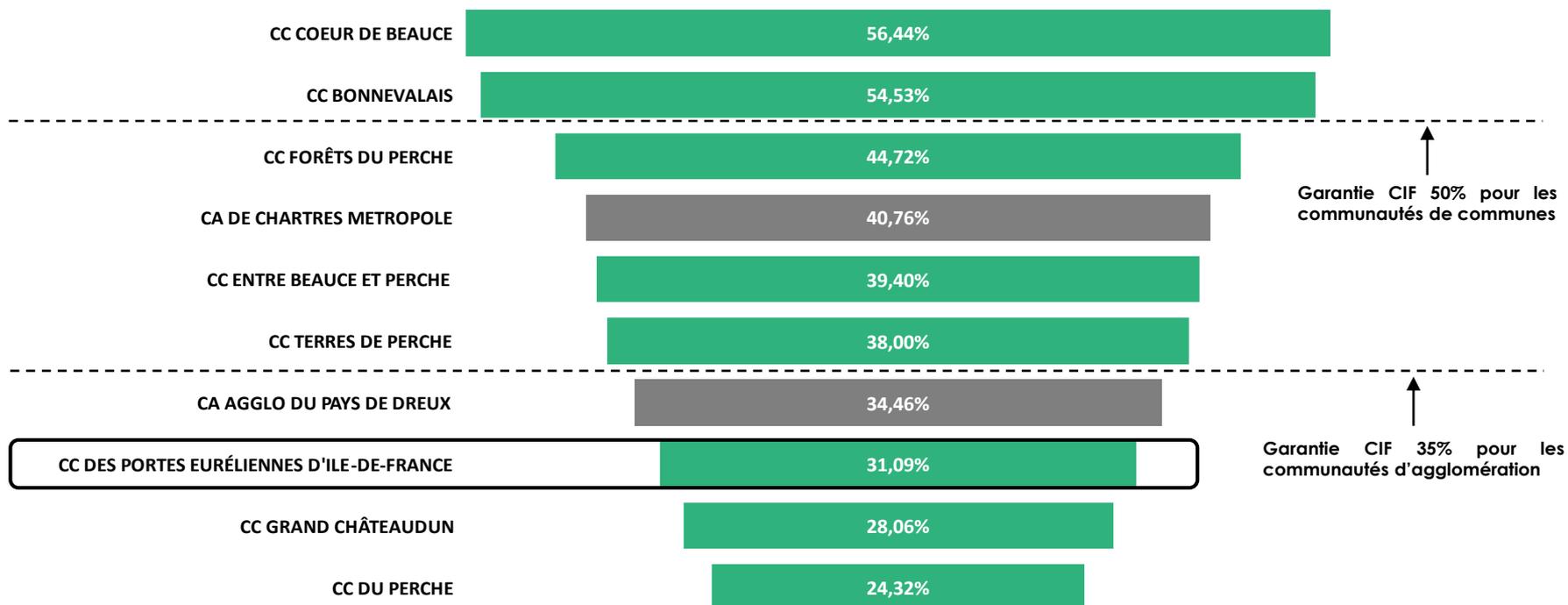
en euros / habitant



■ Communauté de communes ■ Communauté d'agglomération et métropole

CIF moyen national en 2022

- CA : 38,72%
- CC à FPU : 38,96%
- CC à fiscalité additionnelle : 35,29%



en milliers d'euros

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 |
|---|---------------|---------------|--------------|--------------|
| - Total opérations & subventions d'équipement | 1 671 | 1 484 | 1 231 | 2 016 |
| - Divers | 9 | 0 | 0 | 0 |
| - Autres immobilisations financières | 7 | 116 | 24 | 310 |
| TOTAL A FINANCER (1) | 1 687 | 1 600 | 1 255 | 2 326 |
| - Autofinancement net | 1 836 | 704 | -276 | 1 448 |
| - Cessions d'immobilisations | 994 | 31 | 234 | 61 |
| - Subventions et participations | 623 | 528 | 201 | 110 |
| - FCTVA | 108 | 45 | 139 | 161 |
| - Recettes diverses | 1 | 0 | 5 | 0 |
| - Autres immobilisations financières | 80 | 0 | 35 | 0 |
| - Emprunt | 0 | 0 | 500 | 0 |
| TOTAL RECETTES (2) | 3 643 | 1 307 | 838 | 1 781 |
| VARIATION DU FDS DE ROUL (2) - (1) | 1 956 | -293 | -417 | -546 |
| Fonds de roulement de clôture | 8 640 | 8 347 | 7 930 | 7 384 |
| Fonds de roulement avec les provisions | 10 390 | 10 097 | 9 680 | 8 934 |

La communauté de communes a réalisé entre 2019 et 2022 un programme d'investissement (hors subventions aux budgets annexes) de **6 402 K€**.

2022 représente 31% du programme.

Les ressources sur la période se caractérisent par :

- une capacité d'autofinancement de 3 712 K€,
- la perception de subventions pour 1 462 K€,
- de FCTVA pour un montant total de 453 K€,
- la mobilisation de capitaux extérieurs pour 500 K€.

Le fonds de roulement de 2022 diminue de -546 K€ par rapport à 2021 et représente **7 384 K€**.

1

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de +8,3% entre 2021 et 2022.

L'évolution des dépenses en 2022 repose principalement sur :

- **la progression** des autres charges de gestion courante (+1 871 K€) sous l'effet du reversement de la contribution au SDIS (1 596 K€), des charges de personnel (+1 574 K€), des charges à caractère général (+398 K€) et des charges exceptionnelles (+307 K€),
- **la diminution** des atténuations de produits (-1 516 K€) avec la baisse de l'attribution de compensation (compétence SDIS).

En structure, les atténuations de produits qui intègrent l'attribution de compensation pour 8 898 K€ représentent la première dépense en 2022 avec 32,2% des dépenses réelles totales, devant les charges de personnel avec 26,7%.

Les recettes réelles de fonctionnement progressent de +13,6% entre 2021 et 2022 hors produits des cessions d'immobilisations.

La dynamique des ressources en 2022 s'explique principalement par la progression :

- **des impôts et taxes de +3 477 K€** avec les effets : du renforcement du taux de foncier bâti, de la mise en œuvre de la taxe GEMAPI et du versement mobilité, de l'actualisation de 9,7% de la fraction de TVA, de la progression de la TEOM et de la CVAE,
- **des produits des services de +311 K€,**
- **une reprise de provisions pour 200 K€,**
- **des atténuations de charges de +97 K€.**

Rapportées aux recettes totales, la fiscalité directe représente en 2022 : 16,2%, la fraction de TVA : 15,5%, la CVAE : 8,1%, la dotation de compensation : 6,2%, les nouvelles compensations fiscales : 5,8%, et la DGF : 1,8%.

2

La CAF nette en 2022 progresse de 1 525 K€ par rapport à 2021 et représente 1 248 K€. Il faut noter l'évolution des charges de fonctionnement de +2 611 K€ et la progression des recettes de fonctionnement de +4 330 K€ (hors produits des cessions d'immobilisations).

La capacité dynamique de désendettement en 2022 est de : 3,3 années pour rembourser le capital de la dette.

3

Le programme d'investissement sur la période 2019-2022 atteint 6 402 K€ (équipements et subventions). La communauté de communes a mobilisé des capitaux extérieurs pour un montant de 500 K€ sur cette période.

1 - Analyse financière 2019-2022

2 - Les principales mesures de la loi de finances 2023

3 - Analyse prospective 2022-2026

LOI DE FINANCES POUR 2023

JMS CONSULTANTS

La loi de finances pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

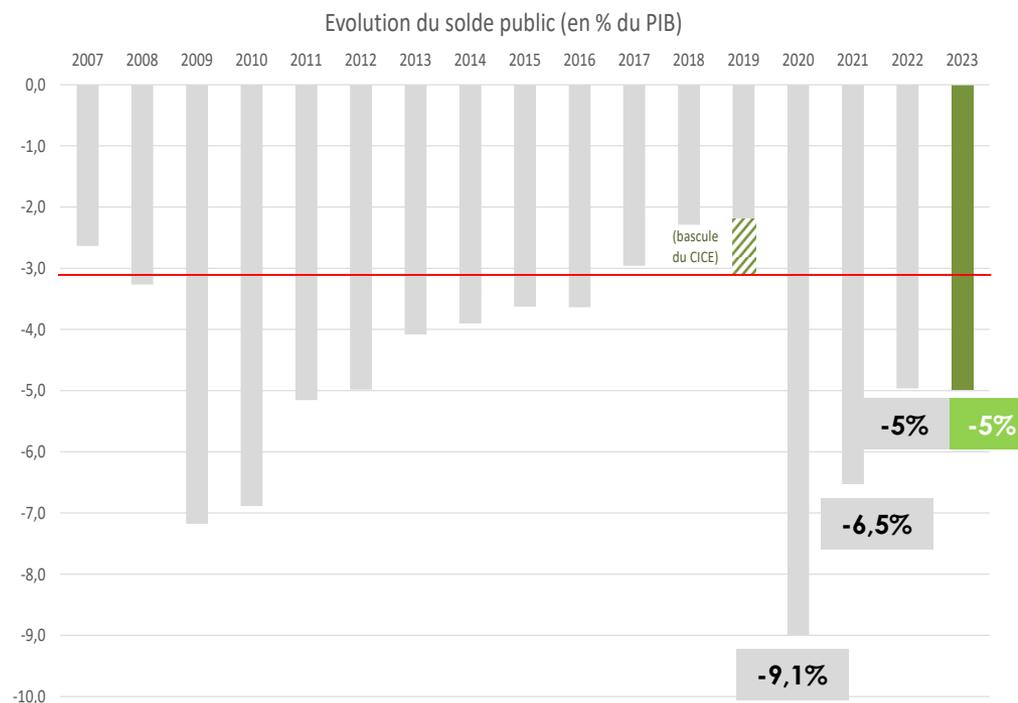
Le gouvernement s'appuie sur des **prévisions de croissance de 2,7% en 2022 et de 1% en 2023**, ainsi que sur une inflation de 5,4% en 2022 et de 4,3% en 2023.

Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

Après avoir été en deçà du seuil des 3 % du PIB depuis 2017, le solde public connaît une forte dégradation en 2020 avec -9,1% du PIB et -6,5% en 2021, sous l'effet de l'intervention publique massive pour limiter les effets de la crise « le quoi qu'il en coûte » avec 130 milliards de mesures d'urgence.

En 2022 comme en 2023, **le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB**, alors que le déficit budgétaire de l'État se réduirait de 14 milliards d'euros, pour atteindre 158,5 milliards en 2023.

Les dépenses de l'État s'établiraient à 480,3 milliards d'euros en 2023 (- 2,6% par rapport à 2022), tandis que les recettes nettes du budget général sont prévues à 345,1 milliards d'euros. Le **poinds de la dette publique** baisserait de 111,5% du PIB en 2022 à **111,2% en 2023**.



**SOLDE GENERAL DU BUDGET DE L'ETAT
2023 : -158,5 Md€**

DEFICIT PUBLIC 2023 : 5% du PIB

Monde

Après le fort rebond de 2021 (+6,1 %), l'activité mondiale ralentirait en 2022 (+3,3 %) et en 2023 (+3,1 %) ³⁶. Les économies avancées ralentiraient, sous l'effet du resserrement monétaire et du niveau élevé des prix énergétiques. Elles continueraient toutefois à croître modérément, grâce aux soutiens budgétaires, en particulier au plan de relance européen, aux capacités de rattrapage dans certains pays et au reflux progressif des contraintes d'approvisionnement. Dans les émergents, la croissance serait en moyenne proche de 5,5 %, portée par des réformes importantes entre les pays.

L'activité en zone euro progresserait encore nettement en 2022, avec toutefois des différences importantes entre les pays, mais ralentirait en 2023. L'Allemagne afficherait une croissance plus faible que la moyenne de la zone en 2022 et 2023, en particulier pénalisée par la hausse des prix de l'énergie et le ralentissement chinois. Le Japon retrouverait son niveau pré-crise en 2023, portée par un secteur touristique dynamique qui soutiendrait les exportations et par les investissements publics qui bénéficient des fonds européens. Grâce à un important plan de relance financé, notamment par les fonds européens, dépasserait son niveau d'activité pré-crise en 2022.

Le Royaume-Uni connaîtrait une récession en 2023, qui reflète la mise en place tardive de mesures pour réguler les prix de l'énergie, comme le Brexit pèserait sur la consommation des ménages. La France serait pénalisée par la remontée rapide des taux de la Fed.

Aux États-Unis, la hausse des taux directeurs de la Fed permettrait de juguler l'inflation, mais au prix d'une croissance limitée en 2023. Après un recul du PIB au 1^{er} semestre, l'économie américaine rebondirait au 2^e semestre grâce à

la tenue du marché du travail. Alors que la forte hausse de la consommation avait bénéficié aux importations en biens durables, le rééquilibrage progressif de la demande en faveur des services, toutefois, le resserrement monétaire de la Fed pèserait sur le secteur immobilier des ménages.

Au sein des grandes économies émergentes, le fort ralentissement en Chine et la récession marquée en Russie masquent le dynamisme de l'activité dans les autres pays. En Chine, la politique zéro Covid et la crise du secteur immobilier pèseraient fortement sur l'activité. Le soutien budgétaire, qui ont un temps permis de résister aux sanctions, entraînerait une récession sévère en 2022 et 2023. En Turquie, la croissance serait dynamique en 2022, portée par le retour des flux touristiques et la consommation des ménages. L'Inde serait dynamisée par le soutien budgétaire, en faveur des infrastructures (Inde) et de la consommation des ménages (Brésil).

Le commerce mondial en biens a rattrapé sa croissance avant la crise du Covid dès 2021, avec une croissance de +12,6 %. Il ralentirait en 2022 mais resterait dynamique (+4,6 %). En 2023, la croissance des échanges se réduirait (+2,1 %), en raison de la pandémie et de la pandémie (avant crise (+3,2 % sur la période 2015-2019)).

La demande mondiale adressée à la France serait encore dynamique en 2022, mais ralentirait nettement en 2023. La croissance de la demande mondiale en biens adressée à la France serait supérieure à celle du commerce mondial en 2022 (+5,5 %) reflétant la dynamique encore forte de rattrapage du commerce chez les principaux partenaires de la France mais plus faible en 2023 (+1,6 %), en raison du ralentissement en Europe.

Zone euro

France

(*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2023

PLF 2023

(*) Présentation du PLF 2023 du Ministère du budget et des comptes publics

| Taux de variation en volume, sauf indications contraires | Exécution 2021 | Prévision 2022 | Prévision 2023 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL | | | |
| Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %) | 5,7 | 1,6 | 1,2 |
| Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %) | 5,2 | 3,1 | 1,5 |
| Prix à la consommation dans la zone euro (en %) | 2,6 | 8,0 | 4,6 |
| Prix du baril de brent (en dollars) | 71 | 103 | 90 |
| Taux de change euro/dollar | 1,18 | 1,06 | 1,02 |
| ÉCONOMIE FRANÇAISE | | | |
| PIB total (valeur en milliards d'euros) | 2 501 | 2 642 | 2 763 |
| Variation en volume (en %) | 6,8 | 2,7 | 1,0 |
| Variation en valeur (en %) | 8,2 | 5,6 | 4,6 |
| Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) ¹ | 2,3 | 0,0 | 0,9 |
| Dépenses de consommation des ménages (en %) | 5,2 | 2,5 | 1,4 |
| Investissement des entreprises, hors construction (en %) | 11,4 | 1,4 | 0,9 |
| Exportations (en %) | 8,6 | 6,8 | 2,7 |
| Importations (en %) | 7,8 | 6,6 | 2,5 |
| Prix à la consommation (hors tabac, en %) | 1,6 | 5,4 | 4,3 |
| Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros) | -85 | -156 | -154 |
| Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) ² | -6,5 | -5,0 | -5,0 |

CROISSANCE POUR 2023

INFLATION POUR 2023

Le niveau de 2023 pourrait atteindre 7% selon les projections de la Banque de France.

PLF 2022

| Taux de variation en volume, sauf indications contraires | Exécution 2017 | Exécution 2018 | Exécution 2019 | Exécution 2020 | 2021 | 2022 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------|------------|
| Environnement international | | | | | | |
| Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %) | 2,3 | 2,9 | 2,3 | -3,4 | 6,2 | 4,4 |
| Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %) | 2,7 | 1,9 | 1,3 | -6,5 | 4,9 | 4,4 |
| Prix à la consommation dans la zone euro (en %) | 1,5 | 1,8 | 1,2 | 0,3 | 1,9 | 1,5 |
| Prix du baril de brent (en dollars) | 55 | 71 | 64 | 42 | 68 | 69 |
| Taux de change euro/dollar | 1,13 | 1,18 | 1,12 | 1,14 | 1,19 | 1,17 |
| Économie française | | | | | | |
| PIB total (valeur en milliards d'euros) | 2 297,2 | 2 363,3 | 2 437,6 | 2 302,9 | 2 452,4 | 2 588,1 |
| Variation en volume (en %) | 2,4 | 1,8 | 1,8 | -8,0 | 6,0 | 4,0 |
| Variation en valeur (en %) | 3,0 | 2,9 | 3,1 | -5,7 | 6,5 | 5,5 |
| Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) ¹ | 1,7 | 1,4 | 2,6 | 0,4 | 2,2 | 1,0 |
| Dépenses de consommation des ménages (en %) | 1,7 | 0,9 | 1,9 | -7,2 | 4,1 | 7,0 |
| Investissement des entreprises, hors construction (en %) | 6,7 | 4,7 | 3,5 | -5,5 | 9,5 | 6,2 |
| Exportations (en %) | 4,6 | 4,6 | 1,5 | -16,1 | 8,6 | 10,0 |
| Importations (en %) | 4,7 | 3,1 | 2,4 | -12,2 | 9,0 | 10,4 |
| Prix à la consommation (hors tabac, en %) | 1,0 | 1,6 | 0,9 | 0,2 | 1,4 | 1,5 |
| Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros) | -58 | -63 | -58 | -65 | -86 | -95 |
| Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) ² | -3,0 | -2,3 | -3,1 | -9,1 | -8,4 | -4,8 |

Tableau 3 : Prévisions pour la France
projet de loi de finances, OCDE, Commission européenne et FMI

| | PLF pour 2023 | | | OCDE**** - sept. 2022 - | | | Commission Euro-péenne | | | FMI **** - juillet 2022 - | | |
|---|---------------|------|----------------------|----------------------------|------|----------------------|------------------------|------|----------------------|------------------------------|------|----------------------|
| | 2022 | 2023 | 2023/ 2019 *** | 2022 | 2023 | 2023/ 2019 *** | 2022 | 2023 | 2023/ 2019 *** | 2022 | 2023 | 2023/ 2019 *** |
| Taux de croissance annuel (en %) | | | | | | | | | | | | |
| PIB | 2,7 | 1,0 | 2,0 | 2,6 | 0,6 | 1,5 | 2,4 | 1,4 | 2,1 | 2,3 | 1,0 | 1,6 |
| Indice des prix à la consommation harmonisé | 5,9* | 4,7* | / | 5,9 | 5,8 | / | 5,9 | 4,1 | / | n.d. | n.d. | / |
| Solde public (en points de PIB) ** | -5,0 | -5,0 | / | n.d. | n.d. | / | n.d. | n.d. | / | n.d. | n.d. | / |

(*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2023

| En milliards d'euros, comptabilité budgétaire | Exécution 2021 | LFI 2022 | Révisé 2022 | PLF 2023 |
|--|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses nettes¹ | 488,5 | 461,5 | 513,4 | 500,2 |
| <i>dont dépenses du budget général</i> | 418,8 | 391,9 | 444,6 | 431,9 |
| <i>dont prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales</i> | 43,4 | 43,2 | 43,8 | 43,7 |
| <i>dont prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne</i> | 26,4 | 26,4 | 24,9 | 24,6 |
| Recettes nettes | 317,0 | 307,7 | 340,1 | 345,1 |
| <i>dont impôt sur le revenu</i> | 78,7 | 82,4 | 86,8 | 86,9 |
| <i>dont impôt sur les sociétés</i> | 46,3 | 40,0 | 59,0 | 55,2 |
| <i>dont taxe sur la valeur ajoutée²</i> | 95,5 | 98,4 | 102,1 | 97,4 |
| <i>dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques</i> | 18,3 | 18,2 | 18,0 | 16,8 |
| <i>dont autres recettes fiscales</i> | 56,9 | 48,6 | 49,3 | 58,0 |
| <i>dont recettes non fiscales</i> | 21,3 | 20,2 | 25,0 | 30,8 |
| Solde des budgets annexes | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,1 |
| Solde des comptes spéciaux | 0,8 | -0,1 | 0,8 | -3,5 |
| SOLDE GÉNÉRAL | -170,7 | -153,8 | -172,6 | -158,5 |

La TVA indiquée ci contre est retraitée et baisse sous l'effet des transferts de TVA vers les collectivités en 2023.
La progression attendue par l'Etat de la TVA en 2023 est de +5%.

**SOLDE GENERAL
DU BUDGET DE
L'ETAT 2023**

| En milliards d'euros, comptabilité nationale | Exécution 2021 | Révisé 2022 | Prévision 2023 |
|---|----------------|-------------|----------------|
| Solde des administrations publiques (en % de PIB) | -6,5 | -5,0 | -5,0 |
| <i>dont Etat</i> | -5,7 | -5,5 | -5,4 |
| <i>dont organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i> | -0,2 | 0,1 | -0,2 |
| <i>dont administrations publiques locales (APUL)</i> | 0,0 | 0,0 | -0,1 |
| <i>dont administrations de sécurité sociale (ASSO)</i> | -0,7 | 0,5 | 0,8 |
| Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel) | -5,1 | -4,2 | -4,0 |
| Ajustement structurel | | 0,9 | 0,2 |
| Dette publique (en % de PIB) | 112,8 | 111,5 | 111,2 |
| Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt (en % de PIB) | 44,3 | 45,2 | 44,7 |
| Dépenses publiques hors crédits d'impôt (% de PIB) | 58,4 | 57,6 | 56,6 |
| Taux de croissance des dépenses publiques (en volume) | 2,6 | -1,1 | -1,5 |
| IPC hors tabac (%) | 1,6 | 5,4 | 4,3 |
| Croissance du PIB en volume (%) | 6,8 | 2,7 | 1,0 |

Le déficit 2023 devrait s'établir à 5 points de PIB

(*) Source : rapport économique, social et financier – PLF 2023

3° PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Perspectives et stratégie pluriannuelles

Conformément à l'article 50 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (telle que modifiée par la loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques), ce rapport présente une trajectoire pluriannuelle de finances publiques s'étendant jusqu'en 2027.

La trajectoire pluriannuelle sous-jacente au PLF 2023 est celle prévue dans le projet de LPFP présenté conjointement : elle prévoit un retour du déficit public sous le seuil de 3 % à horizon 2027.

Ce retour à des comptes publics normalisés après la crise sanitaire serait permis par un redressement du solde structurel de +1,2 point entre 2024 et 2027. Cet ajustement progressif se traduira par une décreue du ratio de dette rapporté au PIB à partir de 2026 : ce dernier, après s'être établi à 112,8 % en 2021, atteindrait 111,7 % en 2025. Il baisserait ensuite, pour atteindre 110,9 % en 2027.

L'écart de production, encore creusé en 2021 et 2022 (respectivement -2,4 % et -1,1 % du PIB potentiel) dans un contexte macroéconomique dégradé au niveau mondial, se résorberait progressivement à l'horizon 2027 : à partir de 2024, la croissance effective du PIB serait supérieure à la croissance potentielle. De ce fait, la variation conjoncturelle du solde public contribuerait au redressement des finances publiques entre 2021 et 2027 (+1,3 point de PIB potentiel).

Retour sous les 3% du déficit en 2027

Tableau 7 : Trajectoire pluriannuelle de finances publiques

| En points de PIB sauf mention contraire | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Solde public | -6,5 | -5,0 | -5,0 | -4,5 | -4,0 | -3,4 | -2,9 |
| <i>dont État</i> | -5,7 | -5,5 | -5,4 | -5,0 | -4,5 | -4,3 | -4,2 |
| <i>dont ODAC</i> | -0,2 | 0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| <i>dont APUL</i> | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,5 |
| <i>dont ASSO</i> | -0,7 | 0,5 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,8 | 1,0 |
| Solde conjoncturel | -1,4 | -0,6 | -0,8 | -0,7 | -0,5 | -0,3 | 0,0 |
| Mesures ponctuelles et temporaires * | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Solde structurel * | -5,1 | -4,2 | -4,0 | -3,7 | -3,4 | -3,1 | -2,8 |
| Ajustement structurel * | -3,3 | 0,9 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Dépense publique hors crédits d'impôts | 58,4 | 57,6 | 56,6 | 55,6 | 55,0 | 54,3 | 53,8 |
| <i>Evolution de la dépense publique en volume, hors crédits d'impôt (en %)</i> | 2,6 | -1,1 | -1,5 | -0,6 | 0,3 | 0,2 | 0,6 |
| <i>retraitée des mesures d'urgence sanitaire et de relance (%)</i> | 1,9 | 2,4 | 0,1 | -0,4 | 0,6 | 0,4 | 0,6 |
| Prélèvements obligatoires (PO), nets des crédits d'impôts | 44,3 | 45,2 | 44,7 | 44,2 | 44,3 | 44,3 | 44,3 |
| Dette publique | 112,8 | 111,5 | 111,2 | 111,3 | 111,7 | 111,6 | 110,9 |
| Croissance volume (%) | 6,8 | 2,7 | 1,0 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 1,8 |

1 - LA REVALORISATION DES BASES EN 2023

La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre n-2 et novembre n-1 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) depuis 2018.

Les bases des locaux industriels seront également revalorisées en fonction de l'évolution de l'IPCH dans le cadre des nouvelles compensations fiscales créées en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié des valeurs locatives.

L'indice des prix à la consommation harmonisé est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union européenne.

La revalorisation a été de 0,20% en 2021 et de 3,40 % en 2022.

La revalorisation des bases en 2023 ne sera pas plafonnée et tiendra compte de la variation à 100% de l'IPCH comme en 2022.

Pour 2023, l'IPCH sur la période de novembre 2021 à novembre 2022 atteint selon les données de l'INSEE 7,1%.

2 - LA SUPPRESSION DE LA CVAE

La CVAE représentait en 2022 : 9,34 Mds €. Après la suppression de la part régionale en 2021 qui avait réduit la CVAE de moitié, la répartition était la suivante :

- 53% pour le bloc communal
- 47% pour les départements

Pour les contribuables, la CVAE sera diminuée de moitié dès 2023 puis supprimée en 2024.
Le barème des taux de la CVAE sera réduit de moitié en conséquence dès 2023.

Pour les collectivités, elles recevront une compensation dès 2023 assise sur une nouvelle fraction de TVA selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Moyenne du produit CVAE 2020 à 2023} + \text{Moyenne des compensations d'exonération 2020 à 2023}}{\text{TVA 2022}}$$

Le montant de la fraction de TVA est divisé en 2 parts :

- Une part fixe égale à la moyenne du produit de CVAE perçu entre 2020 et 2023 et des compensations d'exonérations sur la même période.
- Une seconde part affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires correspondant à la différence si elle est positive entre la fraction de TVA et la part fixe.
- Ce fonds est réparti en tenant compte du dynamisme des territoires selon des modalités définies par décret. Il devrait prendre en compte notamment la progression des bases de la CFE et le nombre de salariés.
- Pour les départements ils bénéficieront d'une répartition purement proportionnelle sur le modèle de celle remplaçant la taxe foncière sur les propriétés bâties.

LF 2023

3 - UNE AUGMENTATION DE L'ENVELOPPE NATIONALE DE LA DGF EN 2023

Le montant de la DGF était gelé depuis 2018 à 26,8 milliards €. Il augmentera de +320 M€ en 2023 (*).

Les dotations de péréquation des communes seront en progression en 2023 de +320 M€ avec :

+200 M€ vers la DSR,
+90 M€ vers la DSU,
+30 M€ pour la DGF des EPCI.

Ces progressions seront financées par l'Etat et non en interne par les écrêtements effectués sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

Seule la dotation de compensation serait impactée en 2023 par un écrêtement.

LF 2023

| en milliards | DGF | Evolution n/n-1 | |
|------------------------|------|-----------------|---|
| 2013 | 41,5 | | |
| 2014 | 40,0 | -1,5 | |
| 2015 | 37,2 | -2,8 | Effet du prélèvement pour le redressement des finances publics 2015-2017 |
| 2016 | 33,6 | -3,7 | |
| 2017 | 30,9 | -2,7 | |
| TOTAL 2017/2014 | | -10,0 | |
| 2018 | 26,8 | -4,1 | Effet transfert TVA aux Régions |
| 2019 | 26,8 | 0 | |
| 2020 | 26,8 | 0 | |
| 2021 | 26,8 | 0 | |
| 2022 | 26,8 | 0 | |
| 2023 | 27,0 | 0,24 | Effet RSA pour les départements :-0.190 Mds € Abondement : 0,320 Mds € |

(*) Il faudra tenir compte de la baisse de la DGF des départements de- 190 M€ en 2023 liée à la recentralisation des dépenses de RSA de certains départements

4 - LA DOTATION FORFAITAIRE EN 2023

La dotation forfaitaire de 2023 conserve les principaux dispositifs des années précédentes avec 3 composants mais avec une forte baisse du niveau de l'écrêtement

| DOTATION FORFAITAIRE 2023 | |
|---|---|
| DOTATION FORFAITAIRE n- 1 | Cette part pérennise les effets des baisses des années précédentes prélevement pour le redressement des finances publiques et écrêtement. |
| PART VARIABLE POPULATION | Evolution de la population N/N-1 Montants compris entre 64,46 € et 128,93€ (moins de 500 hab et plus de 200 000 habitants); Croissance logarithmique entre 1 et 2. |
| DISPOSITIF DE FINANCEMENT DES REDISTRIBUTIONS INTERNES A LA DGF "ECRETEMENT " | - Absence d'écrêtement si le potentiel fiscal / hab. de la commune est inférieur à 85% du potentiel fiscal moyen contre 75% en 2021. Soit un niveau de 563 € en 2022 contre 491 € en 2021. - Modification du système de plafonnement à partir de 2017 avec une diminution jusqu'à 1% des recettes réelles n-2, si le potentiel fiscal / hab. est supérieur ou égal à 85% du potentiel fiscal moyen |

Loi de Finances 2023

Les montants individuels 2023 pourront être impactés uniquement par les variations de population et non par l'écrêtement susceptible de s'appliquer à la dotation forfaitaire.

En 2022 44 % des communes (15 600 communes) ont été écrêtées contre 60% des communes en 2021 (20 850 communes) .

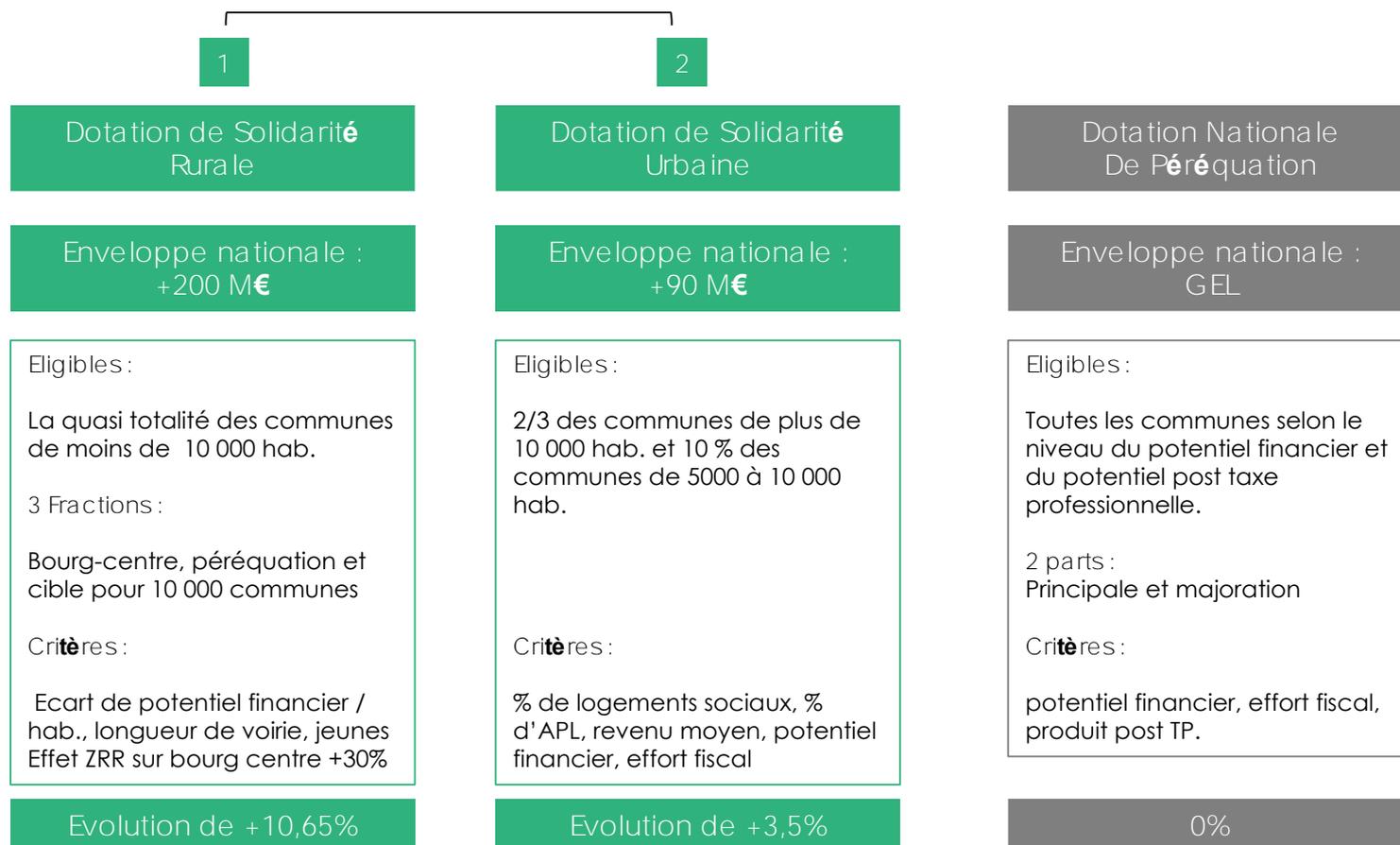
Car le seuil de l'écrêtement a été relevé de 75% à 85% du potentiel fiscal moyen en 2022, ce qui a entraîné un effet favorable pour environ 3000 communes qui ont échappé à ce dernier, mais cette mesure a été financée par les autres communes prélevées. L'écrêtement n'a pas de limite de durée mais son montant ne peut excéder le montant de la dotation forfaitaire. L'écrêtement acquitté par les communes en 2022 représentait 155 M€ et celui des EPCI 103 M€ soit un total de 258 M€.

En 2023, l'écrêtement sera suspendu sur la dotation forfaitaire.

LF 2023

5 - LE RENFORT DES DOTATIONS DE PEREQUATION EN 2023

EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE EN 2023 : + 290 MILLIONS D'EUROS



En 2023 la hausse de 200 M€ pourrait entrainer une augmentation des enveloppes de :

- 8,3% pour la DSR Bourg centre.
- 16,3% pour la DSR Péréquation car 60% de l'augmentation va concerner cette fraction pour toucher un maximum de communes.
- 4,2% pour la DSR Cible

6 - LES CRITERES DE REPARTITION DES DOTATIONS EN 2023

La suppression de la taxe d'habitation en 2021 ainsi que la réforme des valeurs locatives des établissements industriels modifient les ressources dès 2021 des communes et EPCI et donc les critères utilisés pour la répartition des dotations et fonds de péréquation en 2022.

La loi de finances pour 2021 a prévu un dispositif de neutralisation de ces effets qui est entré en vigueur en 2022 mais avec une neutralisation à 100%.

Les indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier, potentiel financier agrégé du territoire, effort fiscal) de chaque commune ou ensemble intercommunal seront « majorés ou minorés d'une fraction de correction visant à égaliser les variations de ces indicateurs ».

Les textes prévoient une suppression progressive de ces ajustements avec un coefficient de 90% applicable à partir de 2023 sur la correction de 2022, et à partir de 2024, le coefficient est égale à 80%, puis il diminue de 20 points par an sur les 4 exercices suivants.

| | | | | | | | |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| Fraction de correction | 100% | 90% | 80% | 60% | 40% | 20% | 0% |

La loi de finances pour 2022 prévoit une modification du **potentiel fiscal et financier des communes et du potentiel financier agrégé** avec l'intégration dans le calcul de :

- **La taxe additionnelle aux droits d'enregistrement (DMTO)** avec la prise en compte de la moyenne des 3 dernières années,
- **la taxe locale sur la publicité extérieure,**
- **l'imposition forfaitaire sur les pylônes électriques**
- **la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires**
- **la taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires**

La neutralisation a été totale en 2022 mais les premiers effets vont se révéler à partir de 2023 pour le potentiel fiscal et financier.

7 - LA DGF DES COMMUNES NOUVELLES

Les dispositions principales de la DGF des communes nouvelles en 2022 :

- Il est prévu depuis la loi de finances pour 2020 pour les communes nouvelles regroupant 150 000 habitants au plus créées après mars 2020 **le maintien de toutes les dotations des communes sur une période de trois ans** à compter de la création de la commune nouvelle. **Avec le bénéfice d'une dotation d'amorçage de 6€/ habitant** en remplacement de la majoration de 5% des montants de la dotation forfaitaire n-1 des communes.

Effet 2023

- **La DSR des communes nouvelles créées entre 2013 et 2017 qui ont bénéficié d'une garantie sans limitation de durée sera gelée entre 2020 et 2023 et prendra fin en 2024.**
- **Les communes-communautés créées après mars 2020 regroupant 150 000 habitants au plus** et qui n'adhèrent pas à un EPCI bénéficieront pendant 3 ans d'une garantie du niveau de la dotation forfaitaire n-1 des communes et de la dotation de compensation du groupement.

Elles bénéficieront également d'une dotation de compétences communales en remplacement de la dotation de consolidation qui évoluera en fonction de la population.

- **La loi de finances pour 2022 prévoit pour les communes nouvelles créées à partir du 1^{er} janvier 2022 lorsqu'elles ne regroupent que des communes dont la population est inférieure ou égale à 3500 habitants d'augmenter la dotation d'amorçage de 4 € et d'atteindre ainsi 10 €/habitant.**

Effet 2023

- **La loi de finances pour 2022 prévoit à compter du 1^{er} janvier 2023 que certaines communes nouvelles qui ont, du fait de la fusion, dépassé le seuil de 10 000 habitants, et qui peuvent néanmoins être qualifiées de rurales au regard de critères objectifs de l'INSEE, d'être éligible à la dotation de solidarité rurale** ce qui emporte alors leur inéligibilité à la dotation de solidarité urbaine.
- **Les communes nouvelles de plus de 10 000 habitants resteraient éligibles à la DSR (aux 3 fractions) sous 2 conditions :**
 - * **Ne pas regrouper en n-1 avant la fusion une commune fondatrice de plus de 10 000 habitants**
 - * **et être classée peu dense par l'INSEE. La population est prise en compte dans la limite de 10 000 habitants.**

8 - UN NOUVEAU FILET DE SECURITE EN 2023

1- Le filet de sécurité de 2022

L'article 14 de la loi de finances rectificative du 16 août 2022 a instauré un dispositif de soutien budgétaire pour accompagner les communes et leurs groupements.

Les communes qui réunissent les trois critères suivants seront éligibles à ce mécanisme de soutien :

- si elles avaient **un taux d'épargne brute** (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) **inférieur à 22 % en 2021** ;
- si leur **potentiel financier est inférieur au double de la moyenne des communes de leur strate** démographique ;
- si elles perdent **au moins 25 % de leur épargne brute en 2022**, du fait principalement de ces hausses de dépenses.

Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) éligibles, l'État leur versera une compensation égale à la somme des deux termes suivants :

- **70 % de la hausse des dépenses constatées en 2022 au titre des achats d'énergie, d'électricité, de chauffage urbain et de produits alimentaires ;**
- **50 % de la hausse des dépenses constatées en 2022 du fait de la revalorisation du point d'indice.**

2- Le filet de sécurité de 2023

La loi de finances pour 2023 prévoit le versement d'une dotation au profit des communes et leurs groupements.

Les critères d'éligibilité cumulatifs sont les suivants :

- **Une baisse de leur épargne brute de plus de 15% du niveau constaté en 2023 comparé en 2022.**
- **Le potentiel financier de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre est inférieur au double de la moyenne des communes de leur strate démographique.**

« La dotation est égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2023 et 2022 et 50% de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022 ».

9 - UN ELARGISSEMENT DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS & LA MAJORATION DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

Les conditions actuelles de la majoration de la taxe d'habitation sur les logements meublés non affectés à l'habitation principale

Conformément aux dispositions de l'article 1407 ter du code général des impôts (CGI), les conseils municipaux des communes situées dans le périmètre d'application de la taxe sur les logements vacants prévue (TLV) à l'article 232 du CGI peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

L'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

Les communes situées dans le périmètre d'application de la TLV figurent sur la liste annexée au décret n° 2013-392 du 10 mai 2013.

La loi de finances pour 2023 modifie les conditions d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants fixées par l'article 232 du code général des impôts qui la limitait « à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants » en intégrant de nouvelles conditions (de déséquilibre entre l'offre et la demande, un niveau élevé des loyers..) et va permettre ainsi à de nouvelles communes d'utiliser la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires lorsqu'elles seront situées en zone tendue sur des aires d'urbanisation continue de moins de 50000 habitants.

Un décret fixe la liste des communes ou la taxe est instituée. 1136 communes étaient concernées depuis 2014. 4000 nouvelles communes devraient être éligibles à partir de 2023.

Le texte prévoit par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, pour les impositions établies à compter de 2023, les communes peuvent délibérer jusqu'au 28 février 2023 :

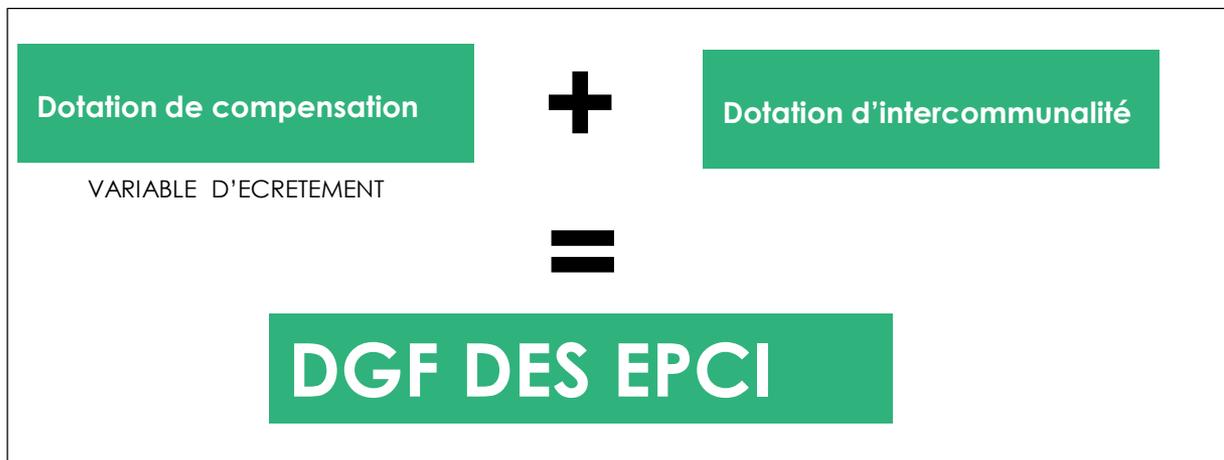
- pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants prévue à l'article 1407 bis du même code
- ou pour instituer la majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale prévue à l'article 1407 ter dudit code.

10 - UN ASSOULISSEMENT DES MODALITES DE PARTAGE DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Après la modification du partage de la taxe d'aménagement introduite par la loi de finances pour 2022 et aux difficultés rencontrées pour sa mise en œuvre dès 2022.

« **tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé** à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, **compte tenu de la charge des équipements publics relevant**, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités.

L'Assemblée Nationale a adopté le 23/11/2022, la deuxième loi de finances rectificative pour 2022 qui supprime dans son article 9DA l'obligation du reversement de la taxe d'aménagement à compter de 2022 prévue par l'article 109 de la loi de finances pour 2022, et prévoit la possibilité d'annuler les délibérations de reversement dans les deux mois de la publication de la présente loi.



1- La dotation d'intercommunalité sera abondée de 30 M€ en 2023

Depuis la réforme introduite par la loi de finances pour 2019, la structure de la dotation d'intercommunalité repose :

- pour 30% sur une dotation de base qui est déterminée à partir de la population et du Coefficient d'intégration fiscale.
- et 70% sur une dotation de péréquation (population , CIF, écart de potentiel fiscal et une nouveauté l'écart de revenu)
- **Les garanties sont les suivantes:**
 - **niveau minimum à 95% de la dotation / habitant n-1 sans conditions particulières**
 - niveau minimum à 100% de la dotation / habitant n-1 si le CIF de la CC est > 50% (et 35% pour les autres EPCI CA CU METROPOLES)
 - niveau minimum à 100% de la dotation / habitant n-1 si le potentiel fiscal (PF) est inférieur à 60% du PF moyen de la catégorie
 - **L'évolution annuelle maximum est limitée à 110%** du niveau n-1.
- Le CIF est plafonnée à 60% dans le calcul de la dotation

A compter de 2023, la majoration de la dotation (la réalimentation) sera financée par prélèvement sur la dotation d'intercommunalité et non par l'écèlement de la dotation de compensation et de la dotation forfaitaire.

2- La dotation de compensation sera faiblement impactée par l'écèlement en 2023

En 2022 la minoration représentait 103 M€ et une baisse de 2,19% pour les EPCI.

12 - UN NOUVEAU DISPOSITIF DE GARANTIE POUR LE FPIC EN 2023

La loi de finances pour 2023 prévoit à partir de 2023, la création d'une "garantie de sortie progressive de l'éligibilité au reversement du FPIC" sur quatre années (90%, 70%, 50% puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité) "afin de rendre la sortie du régime du FPIC plus progressive pour les ensembles intercommunaux qui perdront leur éligibilité".

Le dispositif de garantie du FPIC prévoyait en 2022 en cas de perte d'éligibilité une attribution égale à 50% du montant perçu l'année précédente.

1 - Analyse financière 2019-2022

2 - Les principales mesures de la loi de finances 2023

3 - Analyse prospective 2022-2026

| en milliers d'euros | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | OBSERVATIONS |
|--|-------|--------|--------|--------|--------|--|
| Charges à caractère général | 7 810 | 8 755 | 9 018 | 9 289 | 9 567 | 2023 : test projection des données du budget à 98% puis évolution de 3%/an |
| Charges de personnel | 9 091 | 10 086 | 10 389 | 10 700 | 11 021 | 2023 : données du groupement puis +3%/an |
| Autres charges de gestion courante | 5 676 | 6 613 | 6 675 | 6 737 | 6 801 | |
| redevances informatique en nuage | 69 | 91 | 93 | 95 | 97 | évolution de +2%/an |
| Indemnités élus et formation | 286 | 288 | 291 | 294 | 297 | évolution de +1%/an à partir de 2024 |
| Pertes sur créances | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 | provisions |
| Autres contributions | 1 960 | 2 029 | 2 049 | 2 070 | 2 090 | syndicats de rivière et SMO numérique / reversement au SITREVA |
| Autres contributions obligatoires | 7 | 20 | 20 | 20 | 21 | selon données du groupement |
| contribution au SDIS | 1 596 | 2 261 | 2 306 | 2 352 | 2 399 | évolution de +2%/an à partir de 2024 avec une année pleine |
| Subventions communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Subventions autres groupements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | gymnase PIERRES |
| Subventions autres établissements publics locaux | 76 | 76 | 67 | 58 | 49 | Intérêts SMO et THD |
| Subventions de fonct. pers. de droit privé | 1 680 | 1 842 | 1 842 | 1 842 | 1 842 | DSP piscine et enfance, tourisme, culture |
| Divers | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | provisions |
| Atténuations de produits - Attribution de comp. | 8 898 | 8 428 | 8 428 | 8 428 | 8 428 | CLECT décembre 2021 sur SDIS avec effet 3/12 du contingent en 2022 puis total en 2023 |
| Autres reversements de fiscalité | 1 770 | 1 869 | 1 869 | 1 869 | 1 869 | reversement TEOM |
| Reversement FPIC | 101 | 100 | 100 | 100 | 100 | 2023 : test niveau stable |
| Dotation de solidarité | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 2023 : test niveau stable |
| Dégrèvements restitués | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Autres charges financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Subventions budgets annexes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Subventions fermiers et concessionnaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | non intégré |
| Autres charges exceptionnelles | 313 | 220 | 100 | 100 | 0 | 2023 : SAEDEL : / fds partenarial régional / indemnité de départ des communes non versée |
| Provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

| Total dépenses réelles sauf intérêts | 33 859 | 36 272 | 36 779 | 37 423 | 37 987 |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Evolution (n/n-1) en valeurs | 2 634 | 2 413 | 507 | 645 | 563 |
| Evolution (n/n-1) en % | 8,43% | 7,13% | 1,40% | 1,75% | 1,51% |

Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur

Les charges à caractère général : elles testent 98% des crédits du budget et progressent en 2023 de 12,1%, soit +945 K€, avec notamment les effets du coût de l'énergie de +400 K€ (tableau ci-contre), et les transports de +177 K€, la simulation teste ensuite une progression annuelle de 3%/an après 2023.

| | 2022 | 2023 | Evolution |
|-------------|------|------|-----------|
| Electricité | 215 | 438 | 223 |
| GAZ | 153 | 330 | 177 |
| Total | 368 | 768 | 400 |

Les charges de personnel : en 2023 évoluent de +10,9%, soit +995 K€ avec un effet « année pleine » des recrutements effectués en 2022, et de la revalorisation du point d'indice. Elles progressent de +3%/an après 2023.

Les autres charges de gestion courante progressent en 2023 +16,5%, soit +937 K€ notamment avec l'impact de la compétence SDIS sur 12 mois (+665 K€) et des subventions aux associations avec +162 K€.

L'attribution de compensation 2022 est corrigée des effets des charges relatives à la compétence SDIS sur 9 mois en 2022 et 12 mois en 2023.

La dotation de solidarité est testée à un niveau de 200 K€ sur toute la période.

| en milliers d'euros | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | OBSERVATIONS |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--|
| Produits des services | 3 060 | 3 130 | 3 159 | 3 189 | 3 219 | TOTAL compte 70 |
| Redevance OM | 38 | 38 | 38 | 39 | 39 | |
| Red. et droits des services à caractère sportifs | 34 | 34 | 34 | 34 | 34 | piscine |
| Red. et droits des services à caractère social | 1 242 | 1 294 | 1 307 | 1 320 | 1 333 | selon données de la CC |
| Red. et droits des services à caractère périscolaire | 507 | 547 | 553 | 558 | 564 | selon données de la CC |
| Autres prestations de services | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 | selon données du groupement |
| Autres marchandises | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | selon données du groupement |
| Mises à disposition budgets annexes | 487 | 531 | 542 | 552 | 564 | regroupement des comptes 70 841 et 70 872: eau, SPANC, OM |
| Communes membres | 227 | 205 | 205 | 205 | 205 | Remboursement agents pause méridienne Hanches Epemon Nogent/ Chauvin piscine 70845. |
| Autres organismes | 363 | 363 | 363 | 363 | 363 | personnel mis à disposition des PEP /DSP. |
| Autres redevables | 124 | 80 | 80 | 80 | 80 | 2023: selon données des services |
| Produits activités annexes | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | régie gens du voyage |
| Impôts et taxes | 22 905 | 24 897 | 25 818 | 26 605 | 27 319 | TOTAL compte 73 |
| Fiscalité ménages | 1 738 | 1 877 | 1 970 | 2 048 | 2 110 | 2 taxes foncières à partir de 2021 |
| Rôles supplémentaires & complémentaires | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Cotisation foncière | 3 592 | 3 789 | 3 941 | 4 098 | 4 221 | effet de la loi de finances 2021 qui réduit de moitié la base des entreprises industrielles |
| Cotisation sur la valeur ajoutée | 2 927 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2023: suppression et transformation en fraction de TVA |
| TASCOM | 671 | 671 | 704 | 739 | 739 | Harmonisation des coefficients à 1,20 en 2021 puis test dérogatoire en 2024 et 2025 |
| IFER | 314 | 328 | 338 | 348 | 358 | évolution de +4,3% en 2023 puis +3%/an |
| FNB additionnel | 107 | 115 | 121 | 124 | 128 | évolution de +7,1% en 2023 |
| TEOM | 6 397 | 6 865 | 7 208 | 7 424 | 7 647 | selon données de la CC |
| Fraction TVA | 5 599 | 8 749 | 9 012 | 9 282 | 9 561 | 2023: Taxe habitation et mécanisme de compensation de la CVAE |
| TH résidences secondaires | 404 | 433 | 454 | 470 | 484 | Effet réforme de la TH avec un pouvoir de taux en 2023 |
| Taxe GEMAPI | 507 | 507 | 507 | 507 | 507 | stabilité après 2023 |
| Taxe de séjour | 64 | 60 | 60 | 60 | 60 | stabilité |
| FNGIR | 191 | 191 | 191 | 191 | 191 | stabilité |
| Attribution de compensation | 169 | 232 | 232 | 232 | 232 | CLECT décembre 2021 sur SDIS avec effet 3/12 du contingent en 2022 puis total en 2023 |
| Versement Mobilité | 215 | 1 080 | 1 080 | 1 080 | 1 080 | 2023: à valider |
| Dotations et subventions | 9 199 | 9 276 | 9 416 | 9 472 | 9 521 | TOTAL compte 74 |
| Dotation de compensation | 2 255 | 2 244 | 2 199 | 2 155 | 2 112 | baïsse de -0,5% en 2023 puis -2%/an après 2023 |
| Dotation d'intercommunalité | 659 | 726 | 798 | 814 | 831 | 2023: test niveau maximum |
| DCRIIP | 707 | 707 | 707 | 707 | 707 | stabilité |
| Compensation foncier non bâti | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | stabilité |
| Autres allocations CFE | 0,2 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Autres allocations bases minimum | 96 | 101 | 106 | 111 | 117 | Mise en place en 2019: nouvelle compensation fiscale entreprise de -5000 € de CA. |
| Compensation valeur locative éta b ind FB | 23 | 25 | 26 | 27 | 28 | Compensation créée en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié de la valeur locative des éta b industriels |
| Compensation valeur locative éta b ind CFE | 1 984 | 2 125 | 2 232 | 2 310 | 2 379 | Compensation créée en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié de la valeur locative des éta b industriels |
| FC TVA | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | provisions |
| DGD | 75 | 43 | 43 | 43 | 43 | aérodrome |
| Autres | 9 | 35 | 35 | 35 | 35 | selon données de la CC |
| Région | 364 | 391 | 391 | 391 | 391 | selon données de la CC |
| communes membres | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | selon données de la CC |
| Autres groupements | 1 103 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 2023: impact OM |
| Autres organismes | 1 787 | 1 850 | 1 850 | 1 850 | 1 850 | selon données du groupement pour CAF et MSA |
| Autres subventions | 107 | 0 | 0 | 0 | 0 | Région aide culture |
| Revenus des immeubles | 128 | 168 | 168 | 168 | 168 | stabilité |
| Régie avec autonomie financière | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | parking Epemon |
| Produits divers de gestion courante | 87 | 47 | 47 | 47 | 47 | remboursement frais gendarmerie et mise à disposition bâtiment pour DSP enfance |
| Produits financiers | 0 | 13 | 13 | 13 | 13 | selon données de la CC |
| Remboursement charges de personnel | 272 | 200 | 200 | 200 | 200 | provisions |
| Produits exceptionnels | 224 | 62 | 0 | 0 | 0 | selon données du groupement |
| Produits de cessions d'immobilisations | 61 | 0 | 0 | 0 | 0 | selon données du groupement |
| Reprises sur provisions | 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | reste en 2023: 1550 K€ de mise en réserve |
| Total recettes réelles | 36 146 | 37 803 | 38 832 | 39 705 | 40 498 | |
| Evolution (n/n-1) en valeurs | 4,15% | 1,65% | 1,02% | 873 | 793 | |
| Evolution (n/n-1) en % | 13,00% | 4,58% | 2,72% | 2,25% | 2,00% | |

Exercice 2023 :

- Revalorisation des bases fiscales de 7,1%
- Perte de la CVAE et compensation dans le cadre de la fraction de TVA
- Taxe GEMAPI stable
- Versement mobilité à 1080 K€ en 2023

SCENARIO N° 1 PRESSION FISCALE STABLE en 2023

| EVOLUTION n/n-1 de la base | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Taxe foncier bâti | 4,7% | 8,0% | 5,0% | 4,0% | 3,0% |
| Taxe foncier non bâti | 3,3% | 7,0% | 4,0% | 3,0% | 3,0% |
| BASES | | | | | |
| Base de foncier bâti | 46 871 | 50 621 | 53 152 | 55 278 | 56 936 |
| Base de foncier non bâti | 3 321 | 3 553 | 3 695 | 3 806 | 3 920 |
| TAUX | | | | | |
| Taxe foncier bâti | 3,58 | 3,58 | 3,58 | 3,58 | 3,58 |
| Taxe foncier non bâti | 1,76 | 1,76 | 1,76 | 1,76 | 1,76 |
| PRODUIT | | | | | |
| Produit TFB | 1 680 | 1 814 | 1 905 | 1 981 | 2 041 |
| Produit TFNB | 58 | 63 | 65 | 67 | 69 |
| Produit fiscal 2 taxes foncières | 1 738 | 1 877 | 1 970 | 2 048 | 2 110 |
| Evolution du produit en K€ | 1 420 | 138 | 93 | 78 | 61 |
| Evolution du produit en % | 446,77% | 7,97% | 4,97% | 3,97% | 3,00% |
| Fraction de TVA | 5 599 | 8 749 | 9 012 | 9 282 | 9 561 |
| Evolution n/n-1 en € | 497 | 3 150 | 262 | 270 | 278 |
| Evolution n/n-1 en % | 9,7% | 56,3% | 3,0% | 3,0% | 3,0% |
| Compensation FBentre. Ind. | 23 | 25 | 26 | 27 | 28 |
| TH résidences secondaires | | | | | |
| Base | 4 410 | 4 723 | 4 959 | 5 133 | 5 287 |
| Taux | 9,16 | 9,16 | 9,16 | 9,16 | 9,16 |
| Produit TH des résidences secondaires | 404 | 433 | 454 | 470 | 484 |
| TOTAL produit fiscal + TVA + comp. + rés second | 7 765 | 11 084 | 11 463 | 11 828 | 12 183 |
| Evolution n/n-1 en € | 1 929 | 3 319 | 379 | 365 | 355 |
| Evolution n/n-1 en % | 33,1% | 42,8% | 3,4% | 3,2% | 3,0% |

La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre 2021 et novembre 2022 de l'indice des prix à la consommation harmonisé. L'indice a atteint en novembre 2022 : 7.1%.

La fraction de TVA est testée en 2023 avec une croissance nationale estimée à 5,1% puis de +3%/an à partir de 2024. La modification majeure est l'intégration de la moyenne de la CVAE entre 2020 et 2023 dans le calcul de la fraction, en plus de la part relative à la taxe d'habitation.

Le taux taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2023 pourrait évoluer avec une liaison avec les taxes foncières.

LA FRACTION DE TVA ET LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

Illustration du calcul **incomplet** de la fraction de TVA 2023 consacrée à la compensation de la CVAE car la loi de finances pour 2023 prévoit l'intégration des données de 2023 dans la formule de calcul et ces dernières ne sont pas disponibles.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2023 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 3 189 808 | 2 581 340 | 2 927 305 | 3 073 670 | 2 780 940 |
| Evolution n/n-1 en valeurs | | -608 468 | 345 965 | 146 365 | -146 365 |
| Evolution n/n-1 en % | | -19,1% | +13,4% | +5,0% | -5,0% |
| Compensation CVAE | 0 | 1 121 | 1 196 | 0 | 0 |
| Total | 3 189 808 | 2 582 461 | 2 928 501 | 3 073 670 | 2 780 940 |

| |
|--|
| Moyenne 2020-2022 : 2 900 257 |
| Moyenne 2020-2023 (2023 en croissance de +5%) 2 943 610 |
| Moyenne 2020-2023 (2023 en baisse de -5%) 2 870 427 |

Pour les collectivités, elles recevront une compensation dès 2023 assise sur une nouvelle fraction de TVA selon la formule suivante :

Moyenne du produit CVAE 2020 à 2023 + Moyenne des compensations d'exonération 2020 à 2023

TVA 2022

Le montant de la fraction de TVA est divisé en 2 parts :

- Une part fixe égale à la moyenne du produit de CVAE perçu entre 2020 et 2023 et des compensations d'exonérations sur la même période.
- Une seconde part affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires correspondant à la différence si elle est positive entre la fraction de TVA et la part fixe.
- Ce fonds est réparti en tenant compte du dynamisme des territoires selon des modalités définies par décret. Il devrait prendre en compte notamment la progression des bases de la CFE et le nombre de salariés.

| 1- ENVELOPPE TAXE HABITATION | FRACTION TVA |
|-----------------------------------|--------------|
| Taxe Habitation | 5 599 |
| Effet revalorisation 2023 (5%) | 280 |
| FRACTION de TVA - taxe habitation | 5 879 |

| 2- ENVELOPPE CVAE PART 1 | | Ecart avec la moyenne 2020-2022 |
|-----------------------------|-------|---------------------------------|
| CVAE-moyenne 2020-2022 | 2900 | |
| CVAE - base 2020-2023 (+5%) | 2 944 | 43 |
| CVAE - base 2020-2023 (-5%) | 2 870 | -30 |

| 3- ENVELOPPE CVAE PART 2 | |
|---|-----|
| Revalorisation potentielle de la CVAE -PART 2 | |
| CVAE-moyenne 2020-2022 | 145 |
| CVAE - base 2020-2023 (+5%) | 147 |
| CVAE - base 2020-2023 (-5%) | 144 |

| 4- SIMULATION FRACTION DE TVA 2023 | VUE GLOBALE FRACTION TVA | |
|------------------------------------|--------------------------|-------------|
| Taxe Habitation | 5 879 | |
| CVAE - base 2020-2023 (-5%) PART 1 | 2 870 | |
| CVAE - base 2020-2023 (-5%) PART 2 | 0 | NON INTEGRE |
| TOTAL FRACTION de TVA | 8 749 | |

L'actualisation de 5% présentée dans le PLF 2023 représente : 424 K€

- sur la partie « ex taxe d'habitation » : 280 K€
- sur la partie « CVAE » hypothèse basse : 144 K€

Par sécurité nous ne retenons pas celle de la partie CVAE. Sans actualisation le montant total serait de 8469 K€.

SCENARIO N° 1 PRESSION FISCALE STABLE

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Evolution en % des bases | 2,56% | 5,5% | 4% | 4% | 3% |
| Base de CFE | 14 921 | 15 742 | 16 372 | 17 027 | 17 537 |
| Taux CFE | 24,07 | 24,07 | 24,07 | 24,07 | 24,07 |
| Evolution n/n-1 en % | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Produit CFE (1) | 3 592 | 3 789 | 3 941 | 4 098 | 4 221 |
| Evolution n/n-1 en valeurs | 90 | 198 | 152 | 158 | 123 |
| Evolution n/n-1 en % | 2,56% | 5,50% | 4,00% | 4,00% | 3,00% |
| Comp. Val. Loca. Ind. 50% (2) | 1 984 | 2 125 | 2 232 | 2 310 | 2 379 |
| Total (3) Produit et compensation | 5 576 | 5 915 | 6 172 | 6 408 | 6 600 |
| Evolution en valeurs | 135 | 338 | 258 | 236 | 192 |
| Evolution en % | 2,5% | 6,1% | 4,4% | 3,8% | 3,0% |

L'exercice 2023 a été simulé à partir du fichier des dominants de la CFE.

Il faut relever qu'en 2022 la communauté était éligible au dispositif de la majoration spéciale de CFE.

Une évolution d'un point de CFE rapporterait +157 K€ en 2023.

Les IFR 2022 : 314 K€



Les IFR 2023 : 328 K€

| INSTALLATIONS | TARIFS 2022 | | BENEFICIAIRE |
|--|---|-----------|---|
| Eoliennes de +de 100 Kw | 7,82€/Kw | | 70% EPCI A FPU |
| Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, thermique ou hydraulique de +de 50 Mw | 3254 €/Mw | | 50% EPCI A FPU |
| Centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque de +de 100 Kw | 7,82€/Kw | | 50% EPCI A FPU |
| Transformateurs électriques des réseaux publics de transports et distribution d'électricité | Tension amont en Kw | | 100% communes et communautés |
| | Sup à 350 | 154 732 € | |
| | 50<>130 | 52 510 € | |
| 130<>350 | 15 082 € | | |
| Stations radioélectriques | 1709 €/ANTENNE TELEPHONE | | 2/3 communes et communautés 1/3 départements |
| Matériel roulant utilisé sur le réseau ferré de France | Barème selon le matériel ex : Automotrice 33 516 € | | régions |
| Répartiteurs principaux de la boucle locale du cuivre | 16,32 €/ligne | | |

DERNIERES MODIFICATIONS

| | | |
|-------------------------|--|-------------------------------------|
| Eoliennes de +de 100 Kw | Article 178 de la loi de finances pour 2019 Partage de l'IFER pour les communes siège pour les installations réalisées après le 1/01/2019 | 50% EPCI A FPU 20% commune siège |
|-------------------------|--|-------------------------------------|

| | | |
|---|--|-------------------------------------|
| Centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque de +de 100 Kw | Article 123 de la loi de finances pour 2020 3,254€/Kw pour les installations mises en service après le 1/01/2021 pendant 20 ans | 50% EPCI A FPU |
| | Loi de finances rectificative n°2 pour 2022 Partage de l'IFER pour les communes siège pour les installations réalisées à compter du 1/01/2023 | 50% EPCI A FPU 20% commune siège |

Conformément à l'article 1635-0 quinquies du même du code général des impôts, modifié par l'article 37 de la dernière loi de finances rectificative pour 2012, les montants et tarifs de chacune des composantes de l'IFER sont revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel, associé au projet de loi de finances de l'année, d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, pour la même année.

Une installation est imposée à l'IFER à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle intervient la date de premier couplage au réseau électrique.

| | EOLIEN | CENTR PHOTOVOL | CENTR HYDRAUL | TRANSFORMATEURS | STATIONS RADIO | GAZ | HYDROCARBURE | TOTAL IFER |
|----------------------------|---------|----------------|---------------|-----------------|----------------|--------|--------------|------------|
| CC PEF 2020 | 107 100 | 4 511 | 0 | 59 080 | 83 176 | 13 136 | 1 838 | 268 841 |
| CC PEF 2021 | 107 800 | 4 539 | 0 | 59 436 | 97 147 | 13 191 | 1 849 | 283 962 |
| CC PEF 2022 | 109 480 | 4 611 | 0 | 60 328 | 124 656 | 13 379 | 1 876 | 314 330 |
| Evolution n/n-1 en valeurs | 1 680 | 72 | 0 | 892 | 27 509 | 188 | 27 | 30 368 |
| Evolution n/n-1 en % | 1,6% | 1,6% | #DIV/0! | 1,5% | 28,3% | 1,4% | 1,5% | 10,7% |



La progression 2022/2021 provient principalement de l'IFER des antennes de téléphonie

2.5 LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES

La TASCOM 2022 : 671 K€



La TASCOM 2023 : 671 K€

| TASCOM | | | |
|---------------|--|---|--|
| ASSIETTE | Surface de vente des magasins de commerce de + de 400 m ² ce seuil ne s'applique pas aux établissements contrôlés directement ou indirectement par une même personne sous une même enseigne commerciale lorsque la surface de vente cumulée excède 4000 m ² Chiffre d'affaires supérieur à 460 000 € | | |
| BENEFICIAIRES | COMMUNES isolées et membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle OPTION pour les communautés à fiscalité additionnelle COMMUNAUTE A TPU | | |
| TARIFS | Chiffre Affaires annuel/m ² | Etablissements ne vendant pas de carburant | Etablissements vendant du carburant même site ou au sein d'un ensemble commerciale (hors activité principale de vente ou réparation véhicules automobiles) |
| | inférieur à 3000 € supérieur à 12000 € entre 3000 € et 12 000 € | 5,74€/m ² 34,12€/m ² 5,74€+[(CA au m ² -3000)*0,00315] | 8,32€/m ² 35,70€/m ² 8,32€+[(CA au m ² -3000)*0,00304] |
| MODULATION | A partir de 2012 l'organe délibérant peut appliquer aux montants de la taxe un coefficient multiplicateur : 0,80/0,90/1,10/1,20 Décision dans les conditions de l'article 1639 A bis du CGI | | |

La TASCOM ET LE COEFFICIENT:

Le groupement a la possibilité de voter un coefficient compris entre 0,95 et 1,05 avant le 1^{er} octobre de l'année n-1 pour une application en année n.

Le coefficient ne peut évoluer de plus de 0,05 point / année dans la limite de 1,20 au bout de 4 années consécutives de hausse.

À compter de 2019, le coefficient maximal peut atteindre 1,30 pour les EPCI à fiscalité propre qui ont mis en place des abattements sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en application de l'article 1388 quinquies C du code général des impôts (CGI).

Simulation de la modulation du tarif de la TASCOM

| | TASCOM 2021 | TASCOM 2022 | TASCOM 2023 |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|
| Coefficient | 1,20 | 1,20 | 1,20 |
| Montant | 646 844 | 670 701 | 670 701 |
| Evolution n/ n-1 en € | | | 0 |
| Evolution n/ n-1 en % | | | 0% |

La TASCOM ET LE COEFFICIENT :

Simulation d'une évolution du coefficient pour atteindre 1,30 en 2024.

La TASCOM :

Taxation des surfaces de ventes des magasins de commerce de plus de 400 m² avec un CA supérieur à 460 K€.

Le groupement à la possibilité de voter un coefficient compris entre 0,95 et 1,05 avant le 1^{er} octobre de l'année n-1 pour une application en année n.

Le coefficient ne peut évoluer de plus de 0,05 point / année dans la limite de 1,20 au bout de 4 années consécutives de hausse.

En 2022 le coefficient de la communauté atteint 1,20, soit le premier plafond.

Mais le coefficient maximal peut aller jusqu'à 1,30 pour les EPCI à fiscalité propre qui ont mis en place des abattements sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en application de l'article 1388 quinquies C du code général des impôts (CGI).

Pour augmenter le coefficient à 1,25 en 2023, Il faut disposer d'abattements sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévus par l'article 1388 quinquies C du CGI.

1

TAXE SUR LES SURFACES
COMMERCIALES
« SEULE »

=

COEFFICIENT MAXIMUM DE 1,20

2

TAXE SUR LES SURFACES
COMMERCIALES

+

ABATTEMENTS SUR LE FB pour les magasins et boutiques

=

COEFFICIENT MAXIMUM DE 1,30

- LES CARACTERISTIQUES DE L' ABATTEMENT EN FAVEUR DES MAGASINS ET BOUTIQUES SUR LE FONCIER BATI

(avec une surface principale inférieure à 400 m2 et non intégrés à un ensemble commercial)

L'article 1388 quinquies C du CGI prévoit :

Sur délibération de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties des magasins et boutiques au sens de l'article 1498 dont la surface principale est inférieure à 400 mètres carrés et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial peut faire l'objet d'un abattement pouvant varier de 1% à 15%.

Le bénéfice de l'abattement mentionné au premier alinéa est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.



L'abattement s'applique à la base d'imposition de la taxe foncière sur **les propriétés bâties des magasins et boutiques** au sens de l'article 1498 du CGI dont la surface principale est inférieure à 400 mètres carrés et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial.

Il s'agit donc des locaux :

- classés dans une des deux premières catégories **du sous-groupe 1 « magasins et lieux de vente », soit la catégorie 1 « boutiques et magasins de rue » ou la catégorie 2 « commerces sans accès direct sur rue »** déterminées en application de l'article 310 Q annexe II au CGI ;
- **dont la surface est strictement inférieure à 400 mètres carrés ;**
- **qui ne sont pas intégrés dans un ensemble commercial.**



Cette délibération doit être prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, **soit avant le 1er octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante.**

Elle demeure valable tant qu'elle n'a pas été rapportée.

La délibération doit mentionner un taux compris entre 1 et 15 %.

1

TAXE SUR LES SURFACES
COMMERCIALES
« SEULE »

=

COEFFICIENT MAXIMUM DE 1,20

2

TAXE SUR LES SURFACES
COMMERCIALES

+
ABATEMENTS SUR LE FB pour les magasins et boutiques

=

COEFFICIENT MAXIMUM DE 1,30

SIMULATION de la Modulation du tarif de la TASCOM après 2023

(base considérée comme stable pour mesurer l'effet du coefficient)

| | Niveau maximum droit commun | | Niveau maximum dérogatoire | |
|-----------------------|-----------------------------|-------------|----------------------------|-------------|
| | TASCOM 2022 | TASCOM 2023 | TASCOM 2024 | TASCOM 2025 |
| Coefficient | 1,20 | 1,20 | 1,25 | 1,30 |
| Montant | 670 701 | 670 701 | 704 236 | 739 448 |
| Evolution n/ n-1 en € | | 0 | 33 535 | 35 212 |
| Evolution n/ n-1 en % | | 0% | 5% | 5% |

DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2023

| | POPULATION 2023 |
|--------------------------------|-----------------|
| AUNAY SOUS AUNEAU | 1 589 |
| AUNEAU BLEURY SAINT SYMPHORIEN | 6 324 |
| BAILLEAU ARMENONVILLE | 1 393 |
| BEVILLE LE COMTE | 1 702 |
| BRECHAMPS | 367 |
| CHAPELLE D'AUNAINVILLE | 251 |
| CHATENAY | 236 |
| CHAUDON | 1 689 |
| COULOMBS | 1 369 |
| CROISILLES | 441 |
| DROUE SUR DROUETTE | 1 265 |
| ECROSNES | 846 |
| EPERNON | 5 669 |
| FAVEROLLES | 861 |
| GALLARDON | 3 707 |
| GAS | 790 |
| LE GUE DE LONGROI | 964 |
| HANCHES | 2 732 |
| LETHUIN | 236 |
| LEVAINVILLE | 392 |
| LORMAYE | 687 |
| MAISONS | 391 |
| MEVOISINS | 631 |
| MONDONVILLE SAINT JEAN | 89 |
| MORAINVILLE | 18 |
| NERON | 682 |
| NOGENT LE ROI | 4 057 |
| PIERRES | 2 815 |
| LES PINTHIERES | 172 |
| SAINT LAURENT LA GATINE | 459 |
| SAINT LUCIEN | 267 |
| SAINT MARTIN DE NIGELLES | 1 602 |
| SAINT PIAT | 1 092 |
| SENANTES | 569 |
| SOULAIRES | 484 |
| VIERVILLE | 119 |
| VILLIERS LE MORHIER | 1 400 |
| YERMENONVILLE | 614 |
| YMERAY | 575 |
| TOTAL POPULATION LEGALE | 49 546 |
| RESIDENCES SECONDAIRES | 1118 |
| POPULATION DGF simulée | 50 664 |
| Evolution n/n-1 | 45 |

| | 2022 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produit CC 2 taxes foncières | 316 348 | 1 738 299 |
| Fraction de TVA | 5 106 116 | 5 599 106 |
| TH résidences secondaires | 393 118 | 403 942 |
| CFE | 3 499 226 | 3 591 580 |
| CVAE | 2 581 340 | 2 927 305 |
| IFER | 283 962 | 314 330 |
| TASCOM | 646 844 | 670 701 |
| TFNB | 104 115 | 107 225 |
| Dot de compensation | 2 305 815 | 2 255 236 |
| Compensations fiscales CFE et FB entrep. Ind. | 1 961 169 | 2 007 747 |
| TEOM /REOM | 6 180 143 | 6 434 255 |
| DCRTP/GIR | 898 420 | 898 420 |
| Attrib. de comp. Si négative alors 0 | 10 384 657 | 10 384 657 |
| DSC | 105 684 | 200 000 |
| Transferts | 10 437 499 | 10 484 657 |
| Numérateur | 13 839 117 | 16 463 489 |
| Produit CC total CDC | 15 790 658 | 18 258 656 |
| Dot de compensation | 2 305 815 | 2 255 236 |
| TEOM/REOM | 6 180 143 | 6 434 255 |
| Produits des communes | 20 231 484 | 21 040 743 |
| Dénominateur | 44 508 100 | 47 988 890 |
| CVF | 31,1% | 34,31% |

Le CIF 2023 progresse avec la dynamique des recettes intercommunales de 2022

| | C RITERES |
|--------------|-----------|
| DGF 2022 | 659 168 |
| POP DGF 2022 | 50 619 |
| DGF/HABITANT | 13,02 |
| POP DGF 2023 | 50 664 |

| | SIMULATION DGF 2023 |
|----------------------------|---------------------|
| GARANTIE niveau minimum | 626 766 |
| Niveau simulé | 725 729 |
| Niveau maximum 2023 | 725 729 |

La prospective retient pour 2023 le niveau maximum

LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

2023-2026

Les opérations d'investissement sont présentées ci-dessous dans un cadre de programmation pluriannuelle de réalisation

**Test d'une capacité
d'équipement
2024-2026 : 15 M€**

en milliers d'euros

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Programmes | | | | | |
| Dépenses d'investissement | 2 326 | 8 835 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Capacité d'équipement | 2 016 | 7 626 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Restes à réaliser | | 930 | | | |
| Divers | 310 | 280 | | | |
| Dépôts et cautionnement | | | | | |
| Recettes d'investissement | 271 | 4 395 | 1 240 | 1 240 | 1 240 |
| Restes à réaliser | | 210 | | | |
| Subventions diverses - 15% à partir de 2024 | 110 | 2 754 | 625 | 625 | 625 |
| Régularisation FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FCTVA (75% de la dépense) | 161 | 1 053 | 615 | 615 | 615 |
| Prêt bloqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres recettes | 0 | 378 | 0 | 0 | 0 |
| Reste à financer | 2 055 | 4 441 | 3 760 | 3 760 | 3 760 |
| Financement Subventions et FCTVA | | | | | |

LES CONDITIONS
DE LA
SIMULATION

SCENARIO N° 1 – AU FIL DE L'EAU

- **Les charges de fonctionnement** sont intégrées selon les conditions décrites ci-avant
- **Versement de l'indemnité de sortie des communes de 2018** : non intégré (couvert par une reprise de provisions)
- **Pression fiscale stable sur les taxes foncières et la CFE**
- **Suppression de la CVAE en 2023 et abondement de la fraction de TVA**
- **Augmentation du coefficient de la TASCOM à partir de 2024**
- **Hors filet de sécurité**
- **Test d'une capacité d'équipement entre 2024 et 2026 : 15 M€**
- **Emprunt annuel** à taux fixe sur 20 ans à 3,7% en 2023

SCENARIO n° 1

Les indicateurs d'analyse financière

La caf nette est corrigée de l'effet
cessions d'immobilisations et provisions

| en milliers d'euros | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dépenses d'investissement | 2 326 | 8 835 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Capacité d'équipement | 2 016 | 7 626 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Divers <i>Restes à réaliser</i> | 310 | 930 | | | |
| Dépôts et cautionnement | | 280 | | | |
| Recettes d'investissement | 271 | 4 395 | 1 240 | 1 240 | 1 240 |
| <i>Restes à réaliser</i> | | 210 | | | |
| Subventions diverses - 15% à partir de 2024 | 110 | 2 754 | 625 | 625 | 625 |
| Régularisation FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FCTVA (75% de la dépense) | 161 | 1 053 | 615 | 615 | 615 |
| Prêt bloqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres recettes | 0 | 378 | 0 | 0 | 0 |
| Reste à financer | 2 055 | 4 441 | 3 760 | 3 760 | 3 760 |
| Capacité d'Autofinancement | 1 509 | 556 | 1 286 | 1 394 | 1 459 |
| Equilibre | 546 | 3 885 | 2 474 | 2 366 | 2 301 |
| Emprunt réalisé | 0 | 0 | 2 000 | 2 366 | 2 301 |
| FONDS DE ROULEMENT | 7 384 | 3 499 | 3 025 | 3 025 | 3 025 |
| FONDS DE ROULEMENT avec provisions | 8 934 | 5 049 | 4 575 | 4 575 | 4 575 |

**Emprunts
réalisés :
6.7 M€**

(*) La caf nette n'est pas corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

Les indicateurs financiers sur la période :

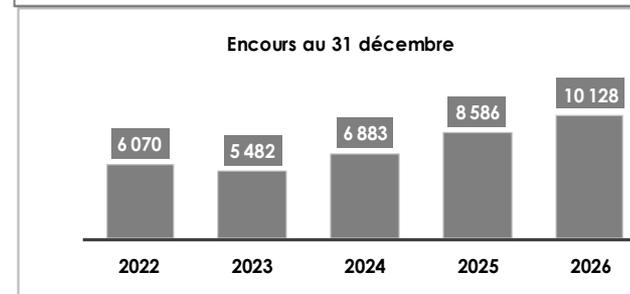
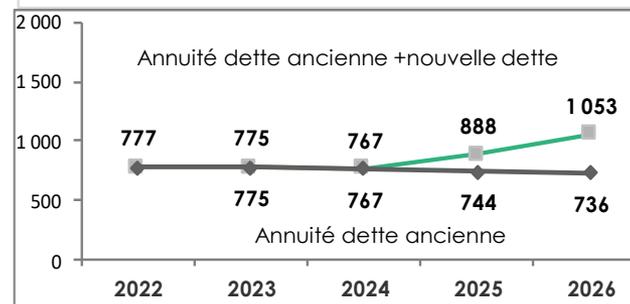
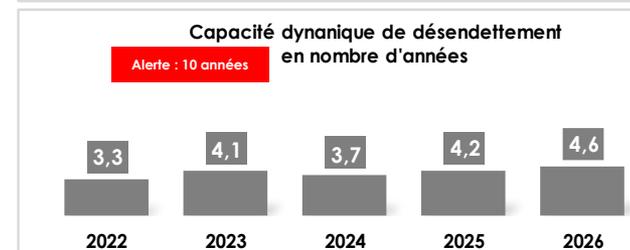
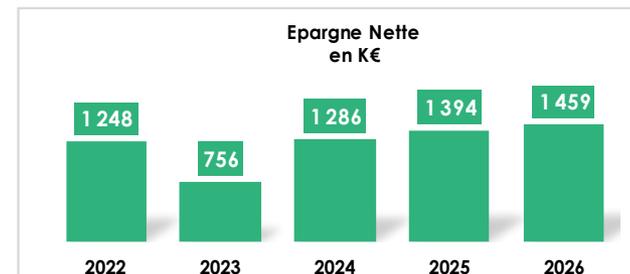
La capacité d'autofinancement nette diminue sensiblement en 2023 sous l'effet d'une dynamique des charges de gestion très largement supérieure à celle des recettes, puis elle évolue favorablement de 2024 à 2026, mais représente un niveau moyen pour un groupement de cette taille en fin de période.

Les effets de l'augmentation des coûts de l'énergie empêchent d'atteindre le niveau recherché en épargne nette de 2,1 M€ pour 2026.

La capacité dynamique de désendettement représente 4,6 années en 2026, soit un niveau modéré.

Les aléas majeurs reposent sur les charges, avec l'évolution du coût de l'énergie et de l'inflation à partir de 2024 et pour les ressources sur l'environnement national des finances publiques qui reste très incertain comme l'illustre le calcul de la fraction de TVA en 2023.

La communauté devra optimiser ses charges et ses ressources pour consolider son épargne.



LES CONDITIONS
DE LA
SIMULATION**SCENARIO N° 2 – « un soutien exceptionnel en 2023 vers les communes »**

- **Les charges de fonctionnement** sont intégrées selon les conditions décrites ci-avant
- **Versement de l'indemnité de sortie des communes de 2018** : non intégré (couvert par une reprise de provisions)
- **Dotation de solidarité portée en 2023 à 400 K€ pour soutenir les communes dans un contexte très inflationniste**
- **Pression fiscale stable sur les taxes foncières et la CFE**
- **Suppression de la CVAE en 2023 et abondement de la fraction de TVA**
- **Augmentation du coefficient de la TASCOM à partir de 2024**
- **Hors filet de sécurité**
- **Test d'une capacité d'équipement entre 2024 et 2026 : 15 M€**
- **Emprunt annuel** à taux fixe sur 20 ans à 3,7% en 2023

SCENARIO n° 2

Les indicateurs d'analyse financière

La caf nette est corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

| en milliers d'euros | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dépenses d'investissement | 2 326 | 8 835 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Capacité d'équipement | 2 016 | 7 626 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| remboursement subvention | | | | | |
| Divers Restes à réaligner | 310 | 930 | | | |
| Dépôts et cautionnement | | 280 | | | |
| Recettes d'investissement | 271 | 4 395 | 1 240 | 1 240 | 1 242 |
| Subventions diverses - 15% à partir de 2024 Restes à réaligner | 110 | 210 | 625 | 625 | 625 |
| Régularisation FCTVA | 0 | 2 754 | 0 | 0 | 0 |
| FCTVA (75% de la dépense) | 161 | 0 | 615 | 615 | 615 |
| Prêt bloqué | 0 | 1 053 | 0 | 0 | 0 |
| Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 378 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Reste à financer | 2 055 | 4 441 | 3 760 | 3 760 | 3 758 |
| Capacité d'autofinancement | 1 509 | 556 | 1 286 | 1 394 | 1 459 |
| Equilibre | 546 | 3 885 | 2 474 | 2 366 | 2 299 |
| Emprunt réalisé | 0 | 0 | 2 000 | 2 366 | 2 299 |
| FONDS DE ROULEMENT | 7 384 | 3 499 | 3 025 | 3 025 | 3 025 |
| FONDS DE ROULEMENT avec provisions | 8 934 | 5 049 | 4 575 | 4 575 | 4 575 |

(*) La caf nette n'est pas corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

Les indicateurs financiers sur la période :

La **capacité d'autofinancement nette** diminue sensiblement en 2023 sous l'effet d'une dynamique des charges de gestion très largement supérieure à celle des recettes, puis elle évolue favorablement de 2024 à 2026, mais représente un niveau moyen pour un groupement de cette taille en fin de période.

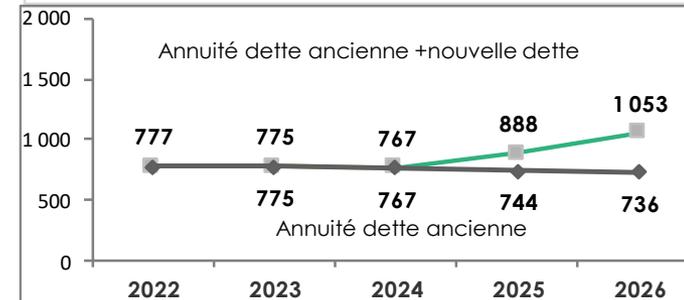
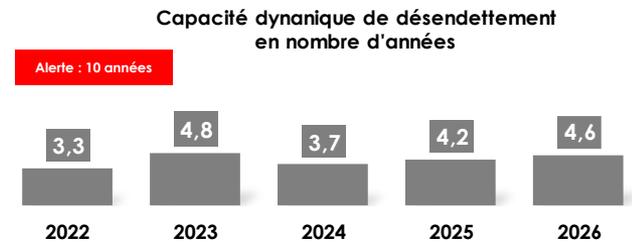
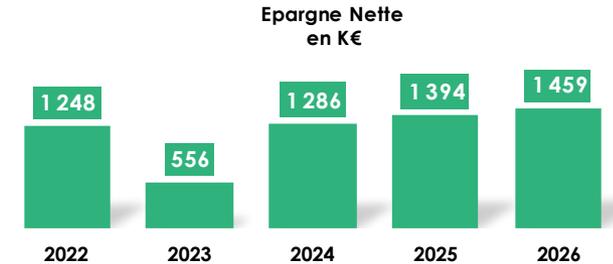
Les effets de l'augmentation des coûts de l'énergie en 2023 empêchent d'atteindre le niveau recherché en épargne nette de 2,1 M€ pour 2026.

La **capacité dynamique de désendettement** représente 4,6 années en 2026, soit un niveau modéré.

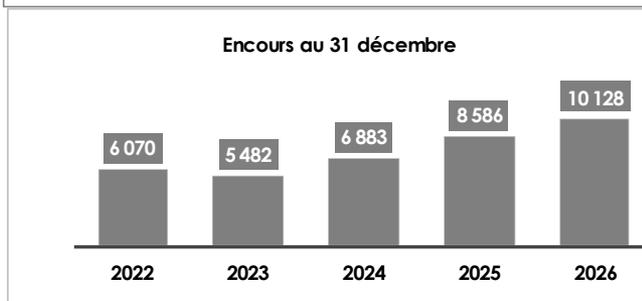
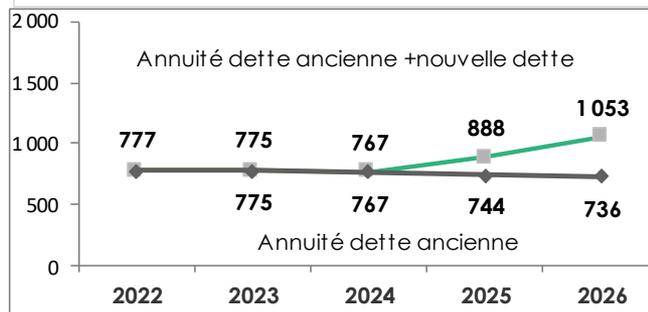
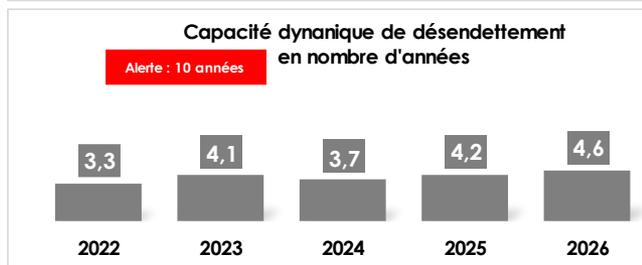
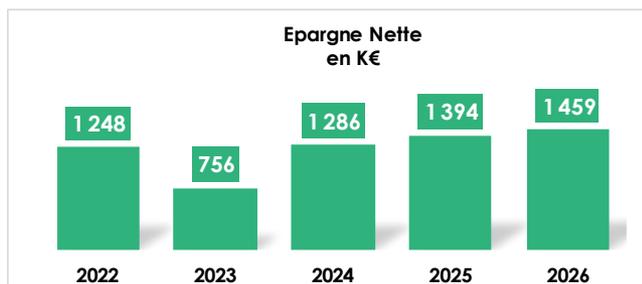
Les **aléas majeurs** reposent sur les charges, avec l'évolution du coût de l'énergie et de l'inflation à partir de 2024 et pour les ressources sur l'environnement national des finances publiques qui reste très incertain comme l'illustre le calcul de la fraction de TVA en 2023.

La communauté devra optimiser ses charges et ses ressources pour consolider son épargne.

Emprunts réalisés :
6,7 M€



SCENARIO n° 1



SCENARIO n° 2 : DSC renforcée en 2023

